



MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

Master en entrepreneuriat et management de projet

L'entrepreneuriat féminin en milieu rural dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) cas :Danone Djurdjura Algérie

Élaboré par :

KROUN OUARDA

Encadré par :

Pr. AMOKRANE Mustapha

Résumé

Ce mémoire étudie la contribution de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, à travers le cas de Danone Djurdjura Algérie.

L'étude part du constat que les femmes rurales jouent un rôle essentiel dans le développement économique local grâce à leurs activités agricoles, artisanales et entrepreneuriales. Cependant, elles font face à de nombreux obstacles, notamment l'accès limité au financement, le manque de formation, les difficultés d'accès à l'éducation ainsi que les contraintes socioculturelles.

Dans ce contexte, la RSE apparaît comme un levier permettant aux entreprises de soutenir l'autonomisation économique des femmes rurales à travers des programmes de formation, d'accompagnement, de financement et d'intégration dans les réseaux économiques locaux.

La recherche adopte une approche qualitative basée sur une revue de littérature et une étude de terrain réalisée dans la région d'Akbou. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de femmes rurales impliquées dans l'élevage bovin ainsi qu'une analyse des programmes de Danone Djurdjura Algérie, notamment « Hlib Dzair » et « One to One ».

Les résultats montrent que les initiatives de RSE mises en œuvre par Danone ont contribué à améliorer les compétences des femmes rurales, à renforcer leur participation économique et à soutenir le développement local durable. Toutefois, certaines limites subsistent, notamment la persistance des obstacles culturels et la nécessité d'un accompagnement plus adapté aux besoins spécifiques des femmes rurales.

Le mémoire conclut que la RSE constitue un outil efficace pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin rural lorsqu'elle est intégrée dans une stratégie durable, participative et adaptée au contexte local.

Mots-clés : Entrepreneuriat féminin, milieu rural, RSE, développement local, autonomisation des femmes, Danone Djurdjura Algérie.

Abstract

This thesis examines the contribution of Corporate Social Responsibility (CSR) to the development of rural women's entrepreneurship through the case of Danone Djurdjura Algeria.

The study highlights the important role played by rural women in local economic development through agricultural, artisanal, and entrepreneurial activities. Despite their significant contribution, rural women face numerous challenges, including limited access to finance, insufficient training opportunities, restricted access to education, and socio-cultural barriers.

In this context, CSR is considered an effective tool for supporting the economic empowerment of rural women through training programs, mentoring, financial support mechanisms, and integration into local economic networks.

The research adopts a qualitative approach combining a literature review with a field study conducted in the Akbou region. Semi-structured interviews were carried out with rural women involved in dairy farming, alongside an analysis of Danone Djurdjura Algeria's CSR programs, particularly "Hlib Dzair" and "One to One".

The findings indicate that Danone's CSR initiatives have contributed to improving women's skills, strengthening their economic participation, and promoting sustainable local development. However, some limitations remain, especially socio-cultural barriers and the need for more targeted support adapted to rural women's specific needs.

The thesis concludes that CSR can serve as an effective mechanism for promoting rural women's entrepreneurship when integrated into a sustainable, participatory, and locally adapted development strategy.

Keywords: Women's entrepreneurship, rural areas, CSR, local development, women's empowerment, Danone Djurdjura Algeria.

ملخص

تهدف هذه الدراسة إلى تحليل دور المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات (RSE) في دعم وتطوير ريادة الأعمال النسوية في الوسط الريفي، من خلال دراسة حالة شركة Danone Djurdjura Algérie.

تنطلق الدراسة من أهمية الدور الذي تؤديه المرأة الريفية في التنمية الاقتصادية والاجتماعية، من خلال مشاركتها في الأنشطة الزراعية والحرفية والمشاريع الصغيرة. ورغم هذه المساهمة المهمة، فإن النساء الريفيات يواجهن العديد من التحديات، أبرزها صعوبة الوصول إلى التمويل، ونقص التكوين والتدريب، وضعف فرص التعليم، إضافة إلى القيود الاجتماعية والثقافية.

وفي هذا الإطار، تُعد المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات وسيلة فعالة لدعم التمكين الاقتصادي للمرأة الريفية، من خلال برامج التكوين والمرافقة والدعم المالي وإدماج النساء في الشبكات الاقتصادية المحلية.

اعتمدت الدراسة على منهج نوعي يجمع بين مراجعة الأدبيات والدراسة الميدانية بمنطقة أقبو، حيث أُجريت مقابلات شبه موجهة مع نساء ريفيات ناشطات في مجال تربية الأبقار الحلوب، بالإضافة إلى تحليل برامج شركة دانون، مثل «حليب دزائر» و«One to One».

وأظهرت النتائج أن مبادرات المسؤولية الاجتماعية التي تطبقها الشركة ساهمت في تحسين مهارات النساء الريفيات، وتعزيز مشاركتهن الاقتصادية، ودعم التنمية المحلية المستدامة. ومع ذلك، لا تزال بعض التحديات قائمة، خاصة العوائق الثقافية والاجتماعية، والحاجة إلى برامج أكثر توافقًا مع احتياجات النساء الريفيات.

وتخلص الدراسة إلى أن المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات تمثل آلية فعالة لتعزيز ريادة الأعمال النسوية في الوسط الريفي، إذا تم تطبيقها ضمن استراتيجية تنموية مستدامة وتشاركية ومتكيفة مع الخصائص المحلية.

الكلمات المفتاحية: ريادة الأعمال النسوية، الوسط الريفي، المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات، التنمية المحلية، تمكين المرأة، دانون جرجرة الجزائر.

Remerciements

Je remercie Allah le Tout-Puissant de nous avoir donné la force, la patience et le courage nécessaires pour mener à bien ce travail malgré les difficultés rencontrées.

*J'adresse mes sincères remerciements à mon encadrant, **Pr. Mustapha AMOKRANE**, pour son accompagnement, ses précieux conseils et son intérêt constant pour notre travail de recherche.*

*Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude au personnel de **Danone** pour son accueil et sa disponibilité. Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à **Monsieur Mohamed Bettaoula, Monsieur Houssam Salem** pour le temps qu'il nous a consacré, ses efforts, ainsi que pour son accompagnement et son partage tout au long de cette expérience.*

J'exprime également ma reconnaissance à mes enseignants pour la qualité de la formation reçue et leur soutien durant notre parcours universitaire.

Un remerciement spécial et sincère à ma famille pour son soutien inconditionnel, ses encouragements et sa présence tout au long de mon parcours académique.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

RSE = Responsabilité Sociétale des Entreprises

PIB = Produit Intérieur Brut

ISO = Organisation internationale de normalisation (International Organization for Standardization)

SPA = Société Par Actions

PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement

ONU = Organisation des Nations Unies

FAO = food and agriculture organization

IFAD = International Fund for Agricultural Development (Fonds international de développement agricole)

DDA = Danone Djurdjura Algérie

MCC = Milk Collection Centers (Centres de collecte du lait)

MDE = Maison Des éleveurs

MG = Matière Grasse

TP = Taux de Protéines



Table des Matières



Table des Matières

Table des Matières	Erreur ! Signet non défini.
Liste des tableaux.....	V
Liste des figures	VII
Introduction.....	a
Chapitre I : Cadre Conceptuel De l'étude	1
Section 01 :.....	2
Introduction de chapitre.....	2
1 .1 l'entrepreneuriat féminin	2
1 .2 . L'entrepreneuriat féminin en milieux rural	3
1 .3 . Les obstacles rencontrés par les femmes rurales	5
1.4. L'entrepreneuriat féminin rural comme levier de développement durable dans les pays en développement	11
Section 2 : la responsabilité sociétale des entreprise (RSE).....	16
2.1.la définition de la responsabilité sociétale des entreprise (RSE).....	16
2 .2. Les piliers de la responsabilité sociétales des entreprise RSE.....	19
2 .3. les partis prenantes de la responsabilité sociétale des entreprise RSE	23
2.4.La responsabilité sociale des entreprises dans les pays en développement.....	24
Section 3 : le lien entre la RSE et l'entrepreneuriat féminin en milieux rurale	27
3.2. Autonomiser les femmes rurales par le biais des entreprises	29
3.3. Limites et critiques	32
Conclusion de chapitre	36
Chapitre II : Revue De Littérature Et Cadre Méthodologique.....	37
introduction du chapitre	38
section 01 : La revue De littérature	38
1.1. les étude sur l'entrepreneuriat féminin	38
1.2. les étude sur les femmes rural.....	43
1.3. les étude sur RSE et le développement locale	46
1.4.analyse critique des études précédent.....	49
Section 2 : Cadre méthodologique	51
2.1 Posture épistémologique :.....	51
2.2 Démarche méthodologique.....	52
2.3 Méthodes et instruments de collecte des données	53
2.4 Outils d'analyse des données.....	54
Conclusion du chapitre.....	57

Table des Matières

Chapitre III: Cadre ANALYSE ET DISCUSSION DES Résultats

.....	58
Section 1 : Présentation de l'organisme	60
1.1 Historique de l'entreprise Danone Djurdjura Algérie	60
1.2 .Activités de Danone Djurdjura Algérie	60
1.3 Les valeurs de Danone Djurdjura Algérie	61
Section 2 : Les pratiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE).....	62
2.1 Les actions sociales et environnementales	62
2.2 Les programmes de soutien aux éleveurs et femmes rurales (Hlib Dzair / One to One) 62	
2.3 Contribution au développement local dans la région d'Akbou	66
Section 3 : Analyse et discussion des résultats.....	70
3.1 Analyse des données issues des entretiens	70
3.2 Interprétation des résultats selon les thèmes.....	76
3.3 Discussion et mise en relation avec la littérature.....	79
3.4 Proposition de solution :	82
Conclusion du chapitre	84
Conclusion Générale	85
Bibliographie.....	88



Liste des tableaux



Liste des tableaux

Tableau 1: Synthèse des obstacles rencontrés par les femmes rurales dans leur processus entrepreneurial	10
Tableau 2: Contributions de l'entrepreneuriat féminin rural au développement durable.....	13
Tableau 3: Les sept axes centraux de la norme ISO 26000	18
Tableau 4: Exemples d'initiatives RSE pour l'autonomisation des femmes rurales en Algérie....	31
Tableau 5: Evolution de la recherche en entrepreneuriat féminin	39
Tableau 6: Synthèse des études sur les femmes rurales.....	46
Tableau 7: Synthèse des effets de la RSE sur le développement local durable	47
Tableau 8: Récapitulatif des verbatim	70



Liste des figures



Liste des figures

Figure 1: Les trois piliers de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).....	22
Figure 2: Schéma illustrant l'évolution de l'entrepreneuriat féminin.....	39
Figure 3: Résultats du projet Hlib Dzair (Environnement, Social et Économie).....	65
Figure 4: Organisation du processus de collecte du lait dans le cadre du projet hlib Dzair	67
Figure 5: Processus de paiement des éleveur et des éleveuse dans le cadre du projet hlib Dzair	69



Introduction Générale



Introduction Générale

L'entrepreneuriat féminin est aujourd'hui largement reconnu comme un levier important du développement économique et social. Selon plusieurs organisations internationales, telles que la Banque mondiale et ONU Femmes, il contribue à la création d'emplois, à la diversification des sources de revenus, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de l'autonomisation économique des femmes, en particulier dans les pays en développement. Cette contribution revêt une importance particulière dans les zones rurales, où les opportunités économiques demeurent limitées, les infrastructures sont souvent insuffisantes et l'accès aux services financiers, aux marchés et aux dispositifs d'accompagnement reste difficile. Malgré ces contraintes, les femmes rurales démontrent quotidiennement leur capacité à participer activement à la création de richesses, à la diversification des activités économiques locales et à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles et de leurs communautés grâce à des initiatives entrepreneuriales dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la transformation agroalimentaire et de l'artisanat.

Cependant, malgré ce rôle essentiel, les femmes rurales sont confrontées à de nombreux obstacles qui limitent le développement de leurs activités entrepreneuriales. Parmi les principales contraintes figurent les difficultés d'accès au financement, la faiblesse des services bancaires adaptés à leurs besoins, le manque de formation et d'accompagnement technique, ainsi que l'insuffisance d'informations sur les procédures administratives et juridiques. À ces difficultés s'ajoutent des barrières socioculturelles profondément ancrées, liées aux rôles traditionnels attribués aux femmes, notamment les responsabilités domestiques et l'éducation des enfants, qui réduisent leur disponibilité, leur mobilité et leur capacité à prendre des décisions concernant leurs projets.

Dans ce contexte, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) apparaît comme un levier stratégique susceptible de soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. En effet, les entreprises ne sont plus uniquement appelées à poursuivre des objectifs de rentabilité économique, mais également à contribuer au développement durable en répondant aux enjeux sociaux et environnementaux des territoires où elles opèrent. À travers leurs politiques et programmes de RSE, elles peuvent favoriser l'autonomisation des femmes rurales en mettant en place des actions concrètes, telles que des formations spécialisées, des mécanismes de financement adaptés, des dispositifs de mentorat, ainsi que l'intégration des entrepreneures dans des réseaux professionnels locaux et régionaux.

Ainsi, le rôle des entreprises dans les territoires ruraux dépasse désormais la simple création de valeur économique. Il s'étend à la production d'une valeur sociale durable, contribuant à la

Introduction Générale

réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, au renforcement de l'inclusion économique et à la promotion d'un développement local plus équilibré et durable.

Dans ce contexte, et compte tenu de l'intérêt croissant accordé à l'entrepreneuriat féminin en milieu rural dans les travaux académiques et les politiques publiques, la présente recherche cherche à comprendre le rôle que peut jouer la responsabilité sociétale des entreprises dans le soutien des initiatives entrepreneuriales des femmes rurales. Plus précisément, elle s'intéresse au cas de **Danone Djurdjura Algérie** et à ses actions de responsabilité sociétale mises en œuvre dans la région d'Akbou.

La problématique de cette étude est formulée comme suit :

Comment les programmes de responsabilité sociétale de Danone Djurdjura Algérie contribuent-ils au développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural dans la région d'Akbou ? Quels sont les mécanismes et les initiatives mis en œuvre pour soutenir les femmes rurales et favoriser leur autonomisation économique et leur participation au développement local durable ?

Pour répondre à Ces question principale, il est nécessaire d'aborder un ensemble de sous-questions, notamment :

- **Quels sont les obstacles les plus importants auxquels font face les femmes entrepreneures rurales à différentes étapes de la mise en place et du développement de leurs projets ?**
- **Quel rôle réel les entreprises jouent-elles dans l'accompagnement et le soutien de ces femmes ?**
- **Quelles sont les limites de cette relation entre la responsabilité Sociétal des entreprises et l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, et quelles sont ses perspectives d'avenir ?**

Dans le cadre de cette recherche, nous supposons que la responsabilité sociétale des entreprises constitue un levier efficace et réel pour promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, sous réserve que les procédures et programmes mis en œuvre par les entreprises soient précisément adaptés aux besoins particuliers et divers des femmes rurales, et qu'ils soient appropriés au contexte local et aux caractéristiques culturelles et sociales de chaque région. L'absence de cette adéquation peut empêcher la réalisation des résultats souhaités et peut créer une réticence chez les femmes à bénéficier des programmes offerts.

Introduction Générale

Pour vérifier la validité de cette hypothèse et tester son applicabilité au cas algérien, nous avons adopté dans cette recherche une méthodologie scientifique qui combine l'analyse documentaire (revue de littérature) et une approche de terrain (étude appliquée). D'une part, une revue de la littérature nous permettra de définir les concepts de base associés à l'entrepreneuriat féminin, au milieu rural et à la responsabilité sociale des entreprises, ainsi que d'identifier les différents obstacles et hypothèses discutés dans les études précédentes. D'autre part, l'enquête de terrain reposera sur des entretiens semi-directifs menés auprès de femmes rurales actives dans l'élevage bovin dans la région d'Akbou (Béjaïa), complétés par l'analyse du cas de Danone et de ses programmes «hlib dzair » et « Un pour Un ».

La présente étude a pour objectif principal de comprendre comment les programmes de responsabilité sociétale de Danone Djurdjura Algérie contribuent au développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural dans la région d'Akbou. Plus spécifiquement, elle vise à identifier les principales initiatives de responsabilité sociétale mises en œuvre par l'entreprise en faveur des femmes rurales, à analyser leur contribution au développement de leurs activités entrepreneuriales et à comprendre les perceptions ainsi que les expériences des bénéficiaires à l'égard de ces programmes. L'étude cherche également à mettre en évidence les facteurs qui favorisent ou limitent l'efficacité de ces initiatives et à formuler des recommandations susceptibles de renforcer le rôle de la responsabilité sociétale des entreprises dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin et du développement local durable.

Cette recherche se caractérise par des enjeux multiples et imbriqués aux niveaux théorique et appliqué. Théoriquement, la présente recherche ambitionne de contribuer à enrichir les connaissances académiques liées à l'entrepreneuriat féminin et à la responsabilité sociale des entreprises, dans un contexte rural algérien qui n'a pas encore été suffisamment exploré en profondeur, combler une lacune notable dans la littérature scientifique nationale et internationale. D'un point de vue appliqué, la recherche vise à fournir des recommandations et des mesures pratiques et applicables à même de contribuer à l'amélioration de la qualité du soutien des femmes rurales à l'entrepreneuriat et qui renforceront le rôle des entreprises en tant qu'acteurs stratégiques engagés dans un développement local durable et inclusif, ayant un impact positif sur l'économie locale et la société dans son ensemble.



Chapitre I : Cadre Conceptuel



Section 01 :**Introduction de chapitre**

Ce chapitre vise à poser les bases théoriques et conceptuelles de la recherche en abordant les concepts de base liés à l'entrepreneuriat des femmes dans les zones rurales et à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Tout d'abord, l'entrepreneuriat féminin est défini en mettant l'accent sur ses caractéristiques dans le contexte rural et les obstacles les plus importants auxquels les femmes rurales font face dans le développement de leurs activités.

Deuxièmement, le concept de la responsabilité sociale des entreprises, ses piliers de base et le rôle des parties prenantes (Stakeholders) sont présentés, en particulier dans les pays en développement.

Enfin, la dernière partie du chapitre est consacrée à l'analyse de la relation entre la responsabilité sociale des entreprises et l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, en mettant en évidence le rôle des programmes et initiatives d'entreprise dans l'autonomisation des femmes rurales.

Ainsi, ce cadre conceptuel constitue une base théorique solide pour comprendre l'interaction entre les activités des entreprises et le développement de l'entrepreneuriat féminin, ouvrant ainsi la voie à une analyse de terrain dans les chapitres suivants.

1.1 l'entrepreneuriat féminin**1.1.1. Définition**

L'entrepreneuriat féminin désigne l'initiative par laquelle des femmes créent et développent leurs propres activités, constituant un levier efficace pour générer des emplois et diminuer le chômage ainsi que l'économie informelle. Au cours de la dernière décennie, son rôle s'est renforcé tant dans les pays développés que dans les pays en développement, où il prend souvent la forme de petits projets caractéristiques de ces contextes. (Ouadah Rebrab, 2016, p. 256)

En raison de la multiplicité des points de vue sur le sujet des « femmes employées », il est difficile de s'accorder sur une définition unifiée et complète. Certaines études la définissent comme une femme qui cherche l'indépendance financière et la réalisation de soi en établissant et en gérant sa propre entreprise. Tandis qu'une autre étude en donne une définition plus précise, la considérant comme *« une femme, seule ou avec des partenaires, qui a créé ou acquis une entreprise ou ses héritiers, supporte les risques financiers, administratifs et sociaux qui en résultent, et contribue efficacement à sa gestion quotidienne »*.

Une équipe canadienne spécialisée décrit une entreprise comme étant celle qui prend un risque financier afin d'établir ou d'acheter un projet, et se caractérise par un esprit d'innovation et de créativité en développant de nouveaux produits et en entrant dans des marchés inexploités.

Pour leur part, d'autres définitions portent sur le parcours professionnel de l'entreprise, qui peut provenir d'une situation d'inactivité, de chômage ou d'un emploi rémunéré. Qu'elle travaille seule ou en équipe, elle crée un projet indépendant et est responsable de sa gestion et des risques liés à son développement.

En bref, on peut dire qu'une femme devient entrepreneure chaque fois qu'elle opère un changement dans son statut professionnel ou organisationnel, dans le but d'atteindre la richesse et de prendre des risques.

Cependant, cette définition ne tient pas compte des entreprises familiales dans lesquelles les hommes et les femmes partagent le capital, ce qui se traduit par une grande proportion de femmes entrepreneures, en particulier celles qui dirigent des entreprises en partenariat avec leurs maris. Ainsi, l'étude de l'entrepreneuriat féminin nécessite de se concentrer sur les femmes entrepreneures elles-mêmes et sur les projets qu'elles entreprennent. Bendidi, El Kadiri & Iazza, soulignent un point fondamental : « *Ce domaine souffre d'une rareté des initiatives privées prises par les femmes, dont la majorité se cantonnent au secteur informel (l'économie informelle).* » (Bendidi, El Kadiri, & Iazza, 2024, pp. 59, 60)

1.2 . L'entrepreneuriat féminin en milieux rural

1.2.1. Définitions

L'entrepreneuriat dans les zones rurales est classé selon deux modèles : le premier se concentre sur l'exploitation des ressources naturelles pour générer de la richesse, tandis que le second considère l'espace rural comme un domaine parmi d'autres à travers lequel des opportunités d'affaires peuvent être explorées et des rendements économiques obtenus. Cependant, cette division n'est pas acceptée par tous les chercheurs, car certains préfèrent définir les entreprises rurales en fonction de leur fonction, en les considérant comme un facteur fondamental dans la prospérité de l'économie locale et nationale et un important moteur de la répartition géographique des activités économiques. Dans le même contexte, l'entrepreneuriat rural est considéré comme un moyen de mettre en valeur la valeur ajoutée des zones rurales, en bénéficiant des énergies humaines locales qui leur appartiennent. Il est également abordé en termes d'impact économique et social, ainsi que de son rôle dans la relance des communautés rurales souffrant du déclin démographique et économique.

D'autre part, il existe des définitions qui se concentrent davantage sur les caractéristiques des zones rurales elles-mêmes, car ces zones sont décrites comme gravement défavorisées, avec peu de possibilités d'emploi qualifié et moins productives par rapport aux villes. Elle souffre également d'une hémorragie démographique sévère et d'une migration massive de jeunes talents à l'étranger. (Mialed & Rbiha, 2022, pp. 2, 3)

1.2.2. La définition de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural

L'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales est un moteur de changement social et économique, même s'il reste sous-utilisé dans de nombreux pays en développement. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat féminin en milieu rural est défini comme le processus de création et de gestion d'entreprises dirigées par des femmes dans les zones non urbaines, souvent concentrées dans l'agriculture, les industries traditionnelles, ou de services, dans le but d'atteindre l'indépendance économique et de contribuer au développement de la région. Ces projets prennent généralement la forme de très petits projets qui sont considérés comme un moyen d'assurer des revenus supplémentaires ou principaux.

Dans les systèmes économiques ruraux, les femmes occupent une position stratégique au sein de la chaîne de valeur agricole, de la production à la commercialisation des produits. Elles effectuent une grande partie des tâches agricoles, contribuent au transport des matières premières et assurent la sécurité alimentaire des familles. Leur implication dans la gestion des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et la biodiversité en fait des acteurs essentiels et indispensables du développement local. Malgré cette contribution significative, les femmes restent peu représentées aux postes de décision et se voient souvent refuser l'accès aux outils de production, aux marchés et au financement nécessaires pour développer leurs projets.

Les obstacles auxquels se heurtent les femmes dans les zones rurales sont multiples et profondément enracinés dans les structures sociales et culturelles dominantes. Les normes masculines limitent l'accès des femmes à la terre et à l'éducation, tandis que les systèmes financiers formels restent inaccessibles en raison de l'absence de garanties ou de documents de propriété. En outre, les politiques publiques ne tiennent souvent pas compte des besoins particuliers des entreprises rurales, ce qui limite leur capacité à innover et à accroître la productivité. Ces déterminants institutionnels et sociaux génèrent un cercle vicieux d'exclusion économique, entravent l'autonomisation des femmes et réduisent l'impact de leurs initiatives entrepreneuriales.

Malgré ces difficultés, l'entrepreneuriat des femmes rurales demeure un puissant outil de transformation. En soutenant les femmes dans la mise en place et la gestion de leurs projets

agricoles ou artisanaux, les économies locales peuvent être relancées, la diversification des revenus peut être stimulée et la résilience des communautés face aux crises économiques et climatiques peut être renforcée.

Dans le monde d'aujourd'hui qui cherche à atteindre l'égalité des sexes et un développement inclusif pour tous, il devient nécessaire de mieux valoriser ces énergies. Mettre en œuvre des politiques appropriées, lancer des programmes de formation, faciliter l'accès des femmes au crédit et former les jeunes. (Mabongo Katembo , 2025, pp. 1, 2)

1.3. Les obstacles rencontrés par les femmes rurales

Les femmes remplissent une fonction essentielle au sein des systèmes alimentaires d'origine agricole : elles produisent, transforment et commercialisent des aliments, en veillant à ce que les besoins des familles, des communautés et de l'économie soient satisfaits. Cependant, cette contribution reste souvent méconnue et les écarts persistants en matière d'égalité limitent leur capacité à accéder aux ressources et aux marchés et à participer à la prise de décision.

Cela révèle un certain nombre de difficultés rencontrées par les femmes dans les zones rurales qui les empêchent de développer leurs projets. Parmi ces difficultés, nous mentionnons :

1.3.1. Accès au financement

L'accès au financement est l'un des plus grands obstacles auxquels les femmes sont confrontées. Certaines femmes restent financièrement dépendantes de leur mari, d'autres n'ont pas une connaissance suffisante des procédures bancaires pour obtenir un prêt, tandis qu'un autre groupe utilise le soutien financier provenant de la famille ou de connaissances.

Ces conclusions sont tirées d'une enquête de terrain que nous avons menée, notamment à travers des entretiens avec des femmes vivant en milieu rural.

La difficulté d'accès au financement constitue le principal obstacle qui freine les femmes souhaitant s'engager dans l'entrepreneuriat. Cette situation s'explique notamment par leur faible expérience dans les domaines financier et contractuel, ce qui les conduit souvent à s'endetter et à investir moins que les hommes. Faute d'économies personnelles suffisantes, elles ont également tendance à recourir à des emprunts informels auprès de leur entourage plutôt qu'aux banques.

Certaines études soulignent que les institutions financières adoptent une attitude plus prudente envers les femmes qu'envers les hommes lors de l'octroi de services bancaires. D'autres chercheurs, en revanche, estiment qu'il n'existe pas de discrimination sexuelle dans l'accès aux prêts ou aux services financiers. Selon une autre approche, les difficultés des femmes à obtenir un financement seraient liées à leur aversion au risque et aux stéréotypes négatifs qu'elles

intériorisent. Dans cette perspective, ce sont surtout les obstacles psychologiques, issus de contraintes sociales et éducatives antérieures, qui limitent leur progression entrepreneuriale et leur accès à des sources de financement externes. (Ben Makhoul & Aknine Souidi, 2019, p. 3)

1.3.2. L'accès à l'éducation

Les enfants issus de milieux défavorisés rencontrent de nombreuses difficultés dans leur parcours éducatif, et ces obstacles sont plus aigus lorsqu'il s'agit des filles. Actuellement, il y a environ 130 millions de filles privées d'école dans le monde. Investir dans l'éducation de ces filles peut améliorer les conditions de vie de leurs familles et contribuer à une renaissance mondiale globale.

Lorsque les filles ont la possibilité de recevoir une éducation de qualité, les effets se reflètent positivement dans tous les aspects de leur vie. Les femmes qui terminent leurs études secondaires courent moins de risques d'être exposées à la violence d'un partenaire, jouissent d'une meilleure santé mentale, gagnent un revenu plus élevé et la santé de leurs enfants est également meilleure.

Les filles peuvent faire face à des obstacles qui les empêchent d'aller à l'école dès leur plus jeune âge, ce qui affecte négativement leur avenir. Les femmes entrepreneures dans les zones rurales, ou celles qui aspirent à entrer dans ce domaine, ont souvent du mal à accéder à l'information en raison de leur manque d'éducation précoce. Cela est dû à plusieurs facteurs, notamment :

1. Charges financières

La pauvreté est considérée comme le facteur le plus déterminant dans la capacité d'une fille à accéder à l'éducation. Même dans les zones où les frais de scolarité ne sont pas facturés, le transport, les livres et les uniformes scolaires restent un obstacle majeur. De nombreuses familles dépendent également du revenu de leurs filles pour couvrir leurs dépenses quotidiennes, et envoyer une fille à l'école signifie priver la famille de sa contribution pratique à la maison.

2. Mariage de mineurs

Le phénomène des mariages d'enfants (c'est-à-dire des mariages entre personnes de moins de 18 ans) est très répandu dans le monde, mais il est largement concentré dans les pays en développement. Les familles ont recours au mariage de leurs filles pour diverses raisons ; certains pères pensent qu'ils protègent leurs filles des risques ou de la honte associés aux relations extraconjugales. Mais la vérité est que les filles mariées qui sont privées d'éducation sont plus vulnérables aux grossesses précoces, à la malnutrition, à la violence domestique et aux complications de l'accouchement. Pour les familles pauvres, le mariage des filles est un moyen de

réduire les charges financières, mais en retour, il prive les filles de la possibilité d'atteindre l'indépendance financière à l'avenir.

3. Travail domestique forcé

Les tâches ménagères imposées aux filles conduisent à une faible confiance en soi et à une perte de leur désir d'apprendre. Les responsabilités qui concernent les adultes, comme s'occuper de parents malades ou de jeunes frères et sœurs, incombent souvent uniquement aux filles.

4. Violence liée au sexe

La violence fondée sur le genre prend de nombreuses formes, y compris les abus physiques et sexuels, ainsi que le harcèlement verbal et moral. L'exposition au viol, aux restrictions, à la discrimination et à d'autres types de mauvais traitements affecte négativement le parcours éducatif d'une fille, réduit sa participation et ses résultats scolaires et augmente les chances qu'elle s'absente et quitte l'école.

5. Traite des êtres humains

Le nombre de filles victimes de la traite des êtres humains ne cesse d'augmenter. En 2016, les filles représentaient 23 % de toutes les victimes de traite enregistrées dans le monde, tandis que les garçons ne représentaient que 7 %. Les gangs qui pratiquent la traite exploitent les filles dans le travail forcé et le mariage forcé, mais la majorité d'entre elles sont forcées de se livrer à l'exploitation sexuelle. (Rodriguez , 2019)

Ensemble, ces obstacles ont de graves conséquences, en particulier pour les femmes qui cherchent à réussir. Cela, à son tour, a un impact négatif sur la société et les générations montantes. Élever des enfants dans ces conditions devient extrêmement difficile, et la capacité des femmes à atteindre l'indépendance financière qu'elles aspirent en créant leur propre entreprise faiblit.

1.3.3. Contraintes socioculturelles

Dans les sociétés aux traditions établies, les femmes restent confinées à des rôles spécifiques tels que le travail domestique et l'éducation des jeunes, ce qui est considéré comme une source de fierté. Mais le problème est que ces perceptions existent encore à ce jour. Toute femme qui veut travailler en dehors de la maison est considérée comme une anomalie par rapport à la norme dans la campagne, en raison de l'enracinement de ces idées dans la conscience de la société.

D'après nos conversations avec de nombreuses femmes, il est apparu clairement que la plupart d'entre elles pensent qu'il est presque impossible de gérer leur propre entreprise. Dans le domaine agricole, par exemple, la présence des femmes a été un facteur décisif, en particulier dans

l'activité des fermes laitières, où leurs rôles étaient essentiels et malgré cela elles ne recevaient aucun retour financier, mais plutôt les bénéfices revenaient exclusivement à leurs maris. En tant que femmes, elles n'avaient pas la liberté de disposer d'argent. Lors de la prise de décisions relatives au travail, les femmes sont consultées en premier, mais cela a peu d'impact sur les résultats financiers. Ce sont ces mêmes barrières sociales et culturelles qui freinent le développement durable et ralentissent ainsi la voie du progrès.

L'explosion entre les valeurs traditionnelles et modernes dans les sociétés conservatrices est l'un des obstacles les plus importants qui empêchent les femmes de parvenir à un développement durable. Cela est dû à l'existence de deux systèmes sociaux qui contrôlent la société : le système traditionnel et le système moderne. La modernisation est souvent considérée comme un phénomène purement occidental, et les sociétés non occidentales ne peuvent rattraper leur retard que si elles rejettent leur patrimoine culturel. Mais il est pratiquement impossible de faire la distinction entre ces deux systèmes, car le système traditionnel contient l'équilibre vital et historique hérité à travers les générations, et se transmet inconsciemment parmi les membres de la société. En raison de cette division, les femmes se retrouvent en conflit avec les valeurs sociétales lorsqu'elles tentent de contribuer au développement durable.

Lorsque les femmes s'engagent dans une dynamique de modernisation, certains hommes considèrent ne pas pouvoir suivre ce mouvement, qu'ils associent à des influences jugées d'occidentales. Dès lors, la société tend parfois à dévaloriser les initiatives féminines au lieu de les encourager et de les consolider, ce qui freine l'avancement des femmes et limite leur contribution au changement social. Cette attitude se manifeste dans des comportements marqués par des idées préconçues, selon lesquelles les femmes impliquées dans la mondialisation seraient porteuses d'idéologies occidentales perçues comme contraires aux valeurs traditionnelles, ce qui constitue un obstacle à la réalisation du développement durable.

Ce conflit de valeurs crée une situation problématique pour les femmes, qui vivent dans une lutte constante entre l'adaptation à leur époque et le respect des traditions pour satisfaire un environnement social régi par des caractéristiques culturelles spécifiques. Elle est confrontée à une réalité difficile à dissocier du passé et de son système traditionnel fondé sur des normes sociales fixes. Elle et l'homme se soumettent tous deux à ce schéma et deviennent partie prenante. Elle essaie d'investir dans les valeurs modernes imposées par la mondialisation, mais en même temps, elle ne veut pas rompre son lien avec ses anciennes racines, pour défendre son honneur et son statut social. Les femmes sont souvent mises sous la loupe des critiques, accusées de décadence morale et d'insultes à l'égard de leur famille (en particulier de leur père et de leurs frères)

simplement parce qu'elles quittent la maison, voyagent et entrent en contact avec leurs collègues masculins, comme si elles violaient les principes de la société.

Les raisons qui alimentent ce débat sur la question des femmes sont toujours présentes, même s'il y a une augmentation du taux de participation des femmes à la vie active. Certains disent que le futur leader devrait adopter une approche plus féministe du leadership. Cependant, certains esprits rejettent encore ce qui est stipulé dans les textes religieux et les lois qui respectent les femmes et les encouragent à travailler. Le modèle de Dame Khadija, l'épouse du prophète Mahomet (Que la paix et les bénédictions de Dieu soient sur lui) était un exemple pionnier. Elle gérait son entreprise et était considérée comme un modèle d'investissement et de leadership dans l'islam. Un groupe de personnes aujourd'hui croit que les femmes sont capables et méritent d'excellentes opportunités d'emploi. Mais un autre groupe estime que les femmes volent les opportunités d'emploi des hommes, qui ne sont pas aussi efficaces que les hommes et n'ont pas les capacités nécessaires. Ils ajoutent que son rôle naturel se limite à s'occuper de la famille et des enfants, ainsi qu'à gérer les affaires du foyer. Cela lui impose des charges supplémentaires et, comme le temps est limité, elle se verra contrainte de choisir entre travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison. Dès lors, elle peut être convaincue de l'idée de limiter sa participation aux projets de développement. Ainsi, les hommes continuent à transférer leurs préjugés dans le monde des affaires et les femmes sont classées par eux comme non qualifiées pour de grandes responsabilités, et que leur travail a peu de valeur. (Boulahdour , 2021, pp. 177- 179)

Ce tableau présente une synthèse des principaux obstacles rencontrés par les femmes rurales dans leur processus entrepreneurial, en mettant en évidence les contraintes économiques, sociales et institutionnelles.

Tableau 1 : Synthèse des obstacles rencontrés par les femmes rurales dans leur processus entrepreneurial

Types d'obstacles	Manifestations
Accès au financement	- Dépendance financière à l'égard du mari ; - Mauvaise connaissance des procédures bancaires ; - Peur du risque ; - Recours à des prêts informels (famille, connaissances).
Accès à l'éducation	- Pauvreté et coûts élevés des études ; - Mariage précoce des filles ; - Travaux ménagers forcés ; - Violence sexiste ; - Traite des êtres humains (exploitation des filles).
Contraintes socioculturelles	- Limiter les femmes aux rôles domestiques et élever les enfants ; - Faible pouvoir de décision des femmes ; - La vision inférieure de la société sur le travail des femmes ; - Le conflit entre valeurs traditionnelles et modernité ; - Préjugés sur les capacités des femmes.

Source : adapté d'après (Ben Makhoulf & Aknine Souidi, 2019 ; Rodriguez, 2019 ; Boulahdour, 2021).

1.4. L’entrepreneuriat féminin rural comme levier de développement durable dans les pays en développement

L’accès à l’égalité des sexes et à l’autonomisation des femmes n’est pas seulement une question d’équité, mais c’est aussi un pilier fondamental face à la pauvreté extrême, à la faim et au changement climatique, ainsi qu’un facteur clé du développement local.

Les femmes sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale, tout en jouant le rôle de conservatrices de l’environnement et de la biodiversité. (FAO, 2011)

Les femmes des zones rurales jouent un rôle essentiel dans l’activité économique des communautés locales (FAO, 2011). Leurs contributions vont bien au-delà des tâches ménagères, car ils participent activement à la production agricole, à la transformation des aliments et à la vente de produits sur les marchés locaux. Grâce à leur expertise, ils assurent la continuité de la chaîne de valeur entre ses différentes étapes, en assurant l’approvisionnement alimentaire et la préservation du patrimoine artisanal. Bien que leur travail soit souvent invisible et mal rémunéré, il reste un moteur indispensable de la résilience des économies rurales.

Dans de nombreuses régions, les femmes constituent la grande majorité de la main-d’œuvre agricole. Ils cultivent la terre, gèrent les fermes, transfèrent les cultures et s’occupent de la logistique de distribution. En outre, les femmes sont actives dans des industries traditionnelles telles que la production textile, la vannerie et les produits locaux, ce qui aide à diversifier les ressources du village. Leur capacité d’adaptation et la diversité de leurs compétences leur permettent de faire face aux fluctuations du marché et au changement climatique, tout en apportant un soutien financier à leurs familles. Cependant, ces efforts restent souvent sous-estimés et sous-reconnus dans les politiques de développement.

L’avenir des pays en développement dépend de l’économie rurale, qui à son tour dépend de l’augmentation des revenus des agriculteurs et du renforcement de l’entrepreneuriat féminin dans les zones rurales.

Les femmes rurales peuvent jouer un rôle fondamental dans le développement durable, et cela a lieu par :

1. Contribution des femmes chefs d’entreprises rurales au développement économique :

Les femmes rurales constituent de véritables moteurs du développement économique et de la transformation sociale. Elles valorisent les ressources locales et participent activement à la dynamique économique des territoires ruraux, ce qui les rend essentielles au progrès économique. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

2. Formation du capital :

Les entreprises rurales contribuent à la mobilisation des ressources économiques inutilisées en les orientant vers des activités productives. Les profits générés sont réinvestis dans de nouveaux projets, ce qui crée un effet multiplicateur favorisant la formation et la croissance du capital (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

3. Développement régional :

Les entrepreneurs ruraux bénéficient de programmes de soutien et d'infrastructures qui facilitent l'implantation de leurs projets dans les zones rurales ou moins développées. Cela contribue à réduire les déséquilibres territoriaux et à favoriser le développement régional (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

4. Grande capacité à créer des opportunités d'emploi :

L'entrepreneur se distingue par sa capacité à créer des emplois plutôt que d'en rechercher. Les entreprises rurales participent ainsi activement à la création d'opportunités d'emploi pour les populations locales et à la réduction du chômage.. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

5. Amélioration des conditions de vie :

Le développement des activités économiques contribue à l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat. Cette dynamique améliore les conditions de vie des populations et soutient la croissance économique globale (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

6. Réduction des écarts de revenus :

L'entrepreneuriat féminin en milieu rural améliore les conditions économiques locales en réduisant l'exode rural vers les zones urbaines. Il contribue ainsi à la revitalisation des zones rurales et à la diminution de la pauvreté et des inégalités. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

7. Accroissement de l'indépendance des femmes rurales et amélioration de leur niveau d'éducation :

La création d’entreprises par les femmes rurales favorise leur autonomie économique et leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille. Cette indépendance contribue également à l’amélioration des conditions de vie au sein des ménages ruraux et peut avoir un impact positif sur le niveau d’éducation et d’alphabétisation des enfants.. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

8. Réduction de l’exode rural :

Le chômage constitue l’une des principales causes de l’exode rural. Le développement des activités de sous-traitance et de l’entrepreneuriat en milieu rural offre des opportunités d’emploi locales, ce qui permet de limiter les déplacements vers les zones urbaines et de réduire les inégalités territoriales. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

9. Préservation de l’artisanat traditionnel :

L’artisanat rural représente une source importante de revenus et d’emploi, notamment pour les femmes et les groupes vulnérables. Il contribue également à la valorisation des exportations et à la création d’emplois, tout en assurant la préservation du patrimoine culturel et des savoir-faire traditionnels. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

10. Exploitation efficace et efficiente des ressources locales :

Les projets ruraux reposent principalement sur la valorisation des ressources locales disponibles. Une utilisation efficace et rationnelle de ces ressources favorise la croissance économique, stimule l’innovation, encourage l’émergence de nouvelles activités productives et améliore la compétitivité des territoires ruraux. (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

L’entrepreneuriat des femmes rurales émerge du plus profond des zones rurales et puise sa force dans les espoirs et les aspirations des femmes qui cherchent à montrer leurs capacités et à réaliser leurs ambitions. Ce type de contrat est un pilier fondamental et indispensable dans la voie du développement durable.

Ce tableau présente les principales contributions de l’entrepreneuriat féminin en milieu rural au développement durable, en mettant en évidence ses impacts économiques, sociaux et environnementaux.

Tableau 2 : Contributions de l'entrepreneuriat féminin rural au développement durable

Contributions	Explication
---------------	-------------

Formation de capital	Créer des concepts d'entreprise qui attirent les investissements et réinvestir les bénéfices, ce qui crée un effet multiplicateur dans le développement du capital.
Développement régional	Mise en place de projets dans des zones rurales ou moins développées, qui contribuent au développement au niveau régional.
Capacité à créer des opportunités d'emploi	L'entrepreneur ne cherche pas seulement du travail pour lui-même, mais crée également des opportunités d'emploi pour les autres au lieu d'être un demandeur d'emploi.
Améliorer les conditions de vie	Augmentation des revenus et du pouvoir d'achat, ce qui améliore la productivité industrielle et rejaillit positivement sur la richesse nationale et le produit intérieur brut.
Réduire les écarts de revenus	Amélioration de la situation économique des résidents locaux, réduction des migrations vers les grandes villes, contribution à la revitalisation des zones rurales et lutte contre la pauvreté.
Accroître l'indépendance des femmes rurales et améliorer leur niveau d'éducation	Capacité des femmes à gérer leur propre vie et à subvenir aux besoins de leur famille, ce qui a un impact positif sur les taux d'alphabétisation élevés dans les familles rurales.
Réduire les déplacements en milieu rural	Offre de possibilités d'emploi de remplacement réduit le chômage (la principale cause des déplacements) et réduit la discrimination au travail.
La préservation de l'artisanat traditionnel	Emploie des millions d'artisans (en particulier des femmes et des groupes marginalisés), contribue à protéger les industries traditionnelles et favorise les exportations.
Exploitation efficace et efficiente des ressources locales.	Le recours à la fourniture de ressources locales, qui encourage l'innovation, stimule l'émergence

	de nouvelles industries et améliore la compétitivité économique.
--	--

Source : (Desai, Channal, & Patil, 2024, pp. 14, 15)

Section 2 : La responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**2.1. Définition de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**

Littéralement, l'abréviation RSE fait référence à la « responsabilité sociétale des entreprises ». De manière générale, ce concept est défini comme :

« L'intégration volontaire par les entreprises des préoccupations sociales et environnementales dans leur activité commerciale et leurs relations avec les parties prenantes ».
(Commission européenne, 2011)

Dans la pratique, l'approche de la responsabilité sociale des entreprises vise à créer un impact positif sur la société tout en assurant la continuité économique. Il est synonyme de transparence dans la gestion globale de l'institution. La responsabilité sociale des entreprises, ainsi que celle des organisations, est soumise à une norme internationale publiée en 2010. Cette spécification vise à établir une gouvernance responsable pour les institutions souhaitant s'engager dans ce domaine, à travers sept axes majeurs :

- Gouvernance de l'organisation ;
- Environnement et biodiversité ;
- Respect des droits de l'homme ;
- Contribuer au développement local ;
- Conditions de travail et relations professionnelles ;
- Intégrité des pratiques commerciales ;
- Protection des consommateurs.

Cette norme, qui a nécessité cinq années de négociations au niveau international, vise non seulement à fournir une définition, mais aussi à constituer un consensus mondial sur la manière dont les institutions devraient mener leurs activités de manière responsable et durable.

Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, elle s'impose comme une référence indispensable pour construire une politique cohérente dans ce domaine. Les sept axes ne remplacent pas tant les trois piliers traditionnels (économique, social et environnemental) qu'ils les séparent et les traduisent en initiatives concrètes et pratiques.

Cette approche s'adresse à toutes les institutions, quelle que soit leur taille, leur secteur d'activité ou leur localisation. Qu'il s'agisse d'une petite entreprise ou d'un groupe multinational, chacun peut adopter une approche adaptée à son propre contexte.

Les entreprises accordent de plus en plus d'importance à la responsabilité sociale, en intégrant progressivement des structures dédiées et des budgets spécifiques. Cette tendance reflète une professionnalisation croissante de la RSE au sein des organisations (Commission européenne, 2011 ; OECD, 2023)

Le concept de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a été introduit par Bowen (1953), qui est considéré comme le pionnier de ce domaine dans son ouvrage *Social Responsibilities of the Businessman*. Par la suite, ce concept s'est progressivement développé et institutionnalisé, notamment à partir des années 1990, avant d'être largement intégré dans le vocabulaire des institutions internationales (Commission européenne, 2001)., de simples œuvres caritatives et soins sporadiques en un véritable outil de gestion, dans le but d'intégrer un certain nombre d'aspects non financiers, à savoir intégrer les problèmes liés au développement durable. La responsabilité sociétale des entreprises concerne les activités qui servent le développement durable, c'est-à-dire l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales dans les modèles de gouvernance pour assurer la continuité des entreprises et avoir un impact positif sur l'écosystème et la société dans son ensemble. La recherche sur le comportement organisationnel associée à l'émergence de ces nouveaux modèles s'est considérablement développée au cours des deux dernières décennies. De nombreux efforts institutionnels (publics et privés) et académiques ont tenté de définir les caractéristiques de ce concept et d'en fournir une définition complète.

Afin de comprendre les différentes définitions liées à la responsabilité sociétale des entreprises, nous allons d'abord discuter des définitions académiques, puis passer aux définitions institutionnelles. Au niveau académique, plusieurs définitions ont été utilisées à partir des développements théoriques de ce concept. Nous présenterons ici les définitions les plus en vue qui ont été diffusées dans des écrits spécialisés. Certains chercheurs estiment que « *la responsabilité sociétale des entreprises comprend les décisions et les actions prises par les hommes d'affaires en réponse aux pressions sociétales, en développant des stratégies et des mécanismes de gestion et de conduite du changement, ainsi que des méthodes d'orientation, de suivi, d'évaluation, et la comptabilité qui intègrent de nouveaux concepts de performance* » Carroll, A. B. (1991). Certains chercheurs sont également considérés comme parmi les premiers à s'intéresser au sujet de la responsabilité sociale des entreprises. Dans l'une de ses études, il a retracé le développement de la définition du concept, en comptant environ vingt définitions. La plupart des écrits contemporains attribuent l'idée de ce concept à un économiste américain. Certaines sources définissent la responsabilité sociétale des entreprises comme « *la responsabilité de l'organisation envers les différents groupes avec lesquels elle interagit, en plus de ses obligations techniques, juridiques et*

économiques ». Alors que d'autres sources le définissent comme « *l'ensemble des attentes économiques, juridiques, éthiques et discrétionnaires que la société place dans les organisations au cours d'une période donnée* ». Freeman, R. E. (1984)

Au niveau institutionnel, la Commission européenne a défini dans son livre vert la responsabilité sociétale des entreprises comme « *l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et écologiques dans leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes* ». Dix ans plus tard, la Commission européenne a redéfini la responsabilité sociale des entreprises comme « *la responsabilité des entreprises pour les impacts qu'elles ont sur la société* ». Assumer cette responsabilité exige le respect des lois et des conventions collectives. Pour ce faire, l'entreprise doit s'engager, en étroite coopération avec les parties prenantes, dans un processus visant à intégrer les préoccupations sociales, environnementales, éthiques, des droits de l'homme et de la protection des consommateurs dans ses activités principales et stratégiques ». Pour sa part, l'une des normes internationales "ISO 26000" définit la responsabilité sociétale des entreprises comme « *la responsabilité d'une organisation concernant les effets de ses décisions et activités sur la société et l'environnement. Ceci s'incarne dans une conduite éthique et transparente qui contribue au développement durable (y compris la santé et le bien-être de la société), prend en compte les aspirations des parties concernées, respecte les lois applicables et est conforme aux normes internationales de conduite, est intégré dans l'organisation dans son ensemble et s'applique à ses relations* ». (Moussaoui , Meziani , & Kherbach , 2025, pp. 217, 218)

Ce tableau présente les sept axes centraux de la norme ISO 26000, en mettant en évidence les principaux domaines d'action relatifs à la responsabilité sociétale des organisations.

Tableau 3: Les sept axes centraux de la norme ISO 26000

Axes	Contenu
Gouvernance d'entreprise	Structures et processus décisionnels
Environnement et biodiversité	Réduction de l'empreinte environnementale, protection de la biodiversité
Respect des droits de l'homme	Non-discrimination, droits civils et politiques
Contribuer au développement local	Soutenance des communautés locales, création d'opportunités d'emploi

Conditions de travail et relations professionnelles	Santé, sécurité, dialogue social, égalité des chances
Intégrité des pratiques commerciales	Lutte contre la corruption, transparence, concurrence loyale
Protection des consommateurs	Informations claires, sécurité du produit, service après-vente

Source : ISO 26000 (2010)

2.2. Les piliers de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

La responsabilité sociétale des entreprises repose, en substance, sur trois piliers de base intégrés visant à incorporer la dimension durable dans la stratégie d'entreprise, à savoir : la dimension environnementale, la dimension sociale et la dimension économique. Elle cherche à atteindre un équilibre entre la continuité économique, la préservation de l'environnement et le confort humain.

- Le pilier environnemental de la responsabilité sociétale des entreprises

Le pilier environnemental comprend tous les efforts déployés par les institutions pour réduire leur impact négatif sur la nature. Une approche responsable de la part de toutes les parties prenantes au sein de l'organisation vise à protéger l'environnement, tout en réduisant les risques et en réalisant des économies financières.

Cette approche se traduit par des efforts internes tels que :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'activité ;
- Réduire la quantité de déchets produits au sein de l'organisation ;
- Adopter des comportements de recyclage ;
- Sensibiliser les travailleurs aux questions environnementales ;
- Évolution vers l'utilisation des énergies renouvelables ;
- Exploitation responsable des ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz et l'eau ;
- Associez-vous à des fournisseurs ou entrepreneurs qui adoptent des principes responsables ;
- Pousser avec la logique de l'économie circulaire.

Ce pilier exige également une budgétisation des émissions de carbone, la planification d'une mobilité durable et des mesures visant à réduire la consommation de ressources non renouvelables. Elle inclut également la responsabilité du fait des produits, c'est-à-dire en tenant compte de son impact environnemental depuis sa conception jusqu'à la fin de sa durée de vie. Il existe des certificats standard qui confirment l'engagement environnemental.

Avec le développement des normes européennes, en particulier les dernières directives dans ce domaine, les institutions sont tenues d'améliorer leur clarté et leur transparence concernant la performance environnementale et sociale et les questions de gouvernance. (IEQT, « Quels sont les piliers de la RSE ? »)

- Le pilier social de la responsabilité sociétale des entreprises

La dimension sociale de l'approche de la responsabilité sociale est basée principalement sur le respect des droits de l'homme, le respect de toutes les lois relatives au marché du travail et la réalisation de la justice sociale.

La gestion moderne des institutions à travers le prisme social se traduit par des principes tels que :

- Égalité des chances pour tous ;
- Célébrer la diversité ;
- Souci de la qualité de vie au travail et, plus généralement, du bien-être des salariés ;
- Coopération éthique et équitable avec les partenaires et les clients ;
- Développement continu des compétences ;
- Hygiène, santé et sécurité au travail ;
- Formation continue et éducation.

Cet axe comprend également l'intégration des travailleurs ayant des besoins spéciaux, la réalisation d'un équilibre entre les femmes et les hommes, l'organisation du travail à distance, l'amélioration de l'environnement de travail et la promotion du dialogue social. De bonnes politiques dans les domaines de la qualité, de la santé, de la sécurité et de l'environnement, ou de la qualité, de la vie et des conditions de travail, renforcent la cohésion d'équipe, renforcent l'image de l'organisation en tant qu'employeur et réduisent le nombre de démissions et de départs. Parfois, des groupes de travailleurs apparaissent au sein d'entreprises qui expriment des préoccupations

environnementales et tentent de pousser l'organisation à les prendre en considération. (IEQT, « Quels sont les piliers de la RSE ? »)

- **Le pilier économique de la responsabilité sociétale des entreprises**

Ce pilier est crucial dans la voie de la responsabilité sociale, car l'objectif principal de toute institution est d'obtenir un numéro de transaction et d'assurer sa continuité économique. L'adhésion à cette approche permet à l'organisation de créer une valeur partagée, d'améliorer les conditions de travail et d'offrir une meilleure expérience à toutes les parties concernées.

Loin d'être un obstacle à la croissance, ces efforts donnent une forte impulsion pour augmenter la productivité, réaliser des économies au niveau de la direction et atténuer certains risques.

Les réalisations pratiques les plus marquantes de ce pilier sont :

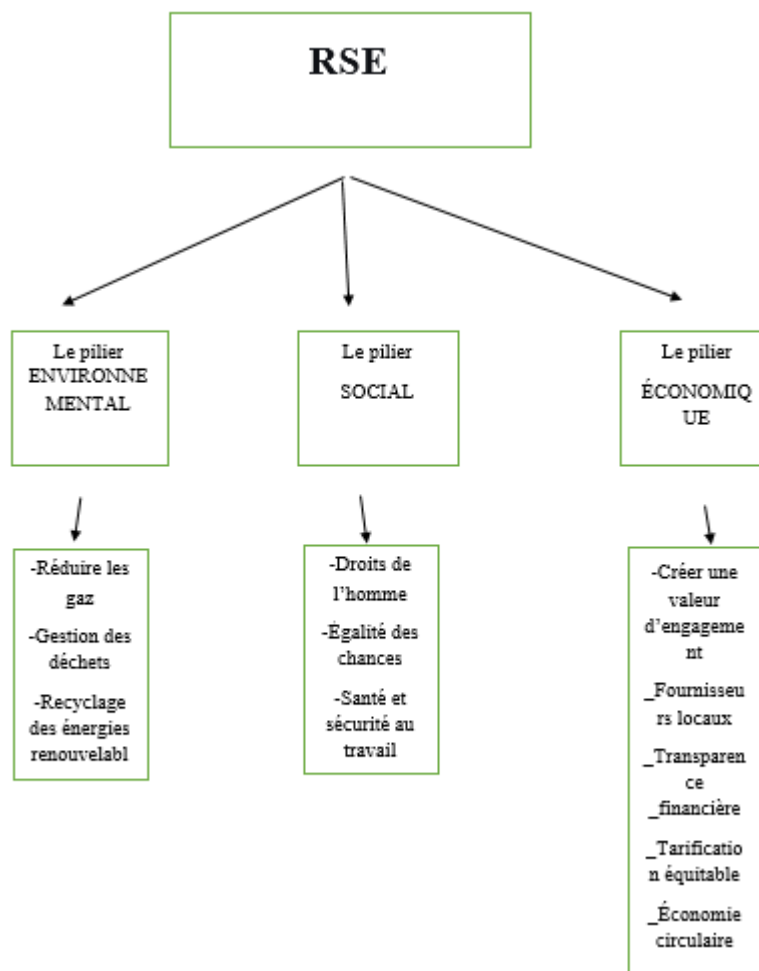
- Recours aux fournisseurs et producteurs locaux ;
- Transparence avec les investisseurs ;
- Tarification juste et équitable ;
- Respecter les délais de paiement des factures tels que stipulés par la loi ;
- Assurer la qualité du service fourni ;
- Et d'autres.

Le pilier économique recoupe également la satisfaction et la fidélisation des clients, ainsi que le soutien à l'économie locale. Il existe des exemples réussis de l'importance de mettre en valeur les compétences et les produits locaux tout en assurant la qualité et la traçabilité. La politique économique durable est basée sur des contrats clairs, une transparence financière stricte et un dialogue ouvert et continu avec toutes les parties prenantes.

Il convient de noter que l'utilisation de technologies responsables augmente ; certaines organisations ont commencé à utiliser l'intelligence artificielle et la numérisation éthique pour améliorer leurs performances dans le domaine de la responsabilité sociale, guider les indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, et développer des processus de gestion des ressources humaines. (IEQT, « Quels sont les piliers de la RSE ? »)

Avant de présenter la figure ci-dessous, il convient de rappeler que la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) repose généralement sur trois piliers fondamentaux : le pilier économique, le pilier social et le pilier environnemental.

Figure 1: Les trois piliers de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)



Source : adapté d'après (IEQT, « Quels sont les piliers de la RSE ? »)

2.3. Les parties prenantes de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

Bettahar et Djennane (2024) précisent que le concept de « parties prenantes » a initialement été forgé à partir d'une déformation du terme « actionnaires », dans le but d'intégrer d'autres acteurs envers lesquels l'organisation assume des responsabilités. Selon le même article, la théorie des parties prenantes a été largement développée et diffusée par R. Edward Freeman, tandis que ses origines remontent aux années 1950, avec les travaux d'un autre auteur. L'organisation y est présentée comme un noyau autour duquel s'articulent des relations organisées en cercles interconnectés, allant du cercle interne regroupant les employés, les actionnaires, les consommateurs, les fournisseurs et les concurrents, jusqu'au cercle externe représentant l'autorité publique. (Bettahar & Djennane, 2024, pp. 288, 289)

Les auteurs rajoutent que cette théorie a mis fin à la vision étroite de l'institution qui se limitait à atteindre uniquement les objectifs des actionnaires. Contrairement à une autre position, l'accent a été mis sur l'importance des relations et des liens qui naissent au cours de l'interaction d'une organisation avec son environnement. Les parties prenantes sont considérées comme un groupe d'acteurs capables de créer de la valeur pour l'activité d'une organisation ou d'y ajouter de la valeur, avec la prise de risque ou la prise de profit qui en résulte. Sur la base de cette définition contenue dans l'article, on peut dire que les parties prenantes sont celles qui influencent les résultats de l'activité de l'organisation, ou dont la situation pourrait être affectée par ces résultats. Ainsi, une relation d'interdépendance se crée entre l'institution et ses parties prenantes. Les mêmes auteurs soulignent que les responsables des institutions sont tenus d'identifier et de classer les différentes parties prenantes afin d'obtenir de meilleures performances. Selon eux, les parties impliquées sont classées comme suit :

- **Parties prenantes contractuelles** : il s'agit d'un ensemble d'acteurs liés à l'activité de l'organisation par le biais d'un réseau de contrats. Ce sont : les collaborateurs, les clients, les actionnaires, les employés, les fournisseurs et les créanciers.
- **Acteurs périphériques** : concurrents, ONG, associations et groupes locaux.

Ils rajoutent également une autre classification des parties prenantes :

- **Parties prenantes principales** : celles qui ont une relation contractuelle ou semi-contractuelle avec l'institution.
- **Parties prenantes secondaires** : toutes les autres parties.

Un modèle a été proposé afin de mettre en lumière les responsabilités de l'organisation envers ses parties prenantes. Il est présenté comme suit :

- **Employés** : salaire, emploi, parcours professionnel, santé et formation ;
- **Propriétaires** : respect des droits, défense, communication, griefs ;
- **Consommateurs** : politiques publiques, communication, sécurité des produits, doléances ;
- **Fournisseurs** : santé et environnement, engagement en matière de politiques publiques ;
- **Concurrents** : politiques publiques.

Bettahar et Djennane (2024) soulignent que la théorie des parties prenantes est étroitement liée à la responsabilité sociétale des entreprises, car cette théorie permet de modéliser et de mesurer le niveau d'engagement des organisations envers leur responsabilité sociale et environnementale. Conformément à cette perspective, l'organisation intègre les attentes des parties prenantes dans le cadre de sa contribution au bien-être social et environnemental. En conséquence, la théorie des parties prenantes offre aux organisations l'occasion de comprendre la nature de leurs relations avec leur environnement interne et externe. Le succès de l'organisation à répondre aux attentes des parties concernées, malgré leurs différences, est sans aucun doute une source d'avantage concurrentiel durable et défendable. Un schéma peut également être fourni qui permet de comprendre les liens entre l'organisation et ses parties prenantes. (Bettahar & Djennane, 2024)

2.4. La responsabilité sociale des entreprises dans les pays en développement

Selon (Houle, 2012), le phénomène de la mondialisation a offert aux entreprises une plus grande liberté dans le choix des lieux d'investissement, notamment afin d'accéder aux ressources naturelles, de profiter des avantages fiscaux ou encore de bénéficier d'une main-d'œuvre à faible coût. Cette dynamique a contribué à faire des pays en développement des destinations privilégiées pour plusieurs secteurs industriels. Dans le même sens, (Jamali & Mirshak, 2007) soulignent que la mondialisation a renforcé la présence des multinationales dans les pays en développement, où les enjeux sociaux et environnementaux deviennent de plus en plus importants.

Les Nations Unies classent parmi les pays en développement plusieurs régions telles que l'Afrique, l'Amérique latine, une grande partie de l'Asie ainsi que certaines régions de l'Océanie (Nations Unies, 2011 cité dans Houle, 2012). Dans ces pays, les entreprises implantées ne sont pas toujours locales ; une grande partie d'entre elles provient des pays développés, attirées par les opportunités économiques et la possibilité de réduire leurs coûts de production (Visser, 2008).

Malgré l'absence relative de réglementations strictes en matière sociale et environnementale dans plusieurs pays en développement, de nombreuses entreprises adoptent volontairement des démarches de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Selon (Carroll & Shabana, 2010), cette

adoption s'explique par la recherche d'avantages stratégiques tels que l'amélioration de l'image de marque, la gestion des risques ou encore le renforcement de la confiance des parties prenantes. De son côté, (Houle, 2012) précise que la réussite de ces programmes dépend fortement de leur adaptation aux réalités économiques, sociales et culturelles locales.

Plusieurs motivations poussent ainsi les entreprises à mettre en œuvre des politiques de RSE dans les pays en développement. Parmi celles-ci figurent l'amélioration de la compétitivité, la pression concurrentielle, la réputation, la gestion des risques et l'anticipation de nouvelles réglementations (Houle, 2012 ; Porter & Kramer, 2006). En effet, l'intégration des pratiques responsables permet souvent aux entreprises de se différencier de leurs concurrents et d'accéder à de nouveaux marchés.

Par ailleurs, le comportement des consommateurs joue également un rôle déterminant dans le développement des démarches de RSE. Selon (Mohr, Webb & Harris, 2001), les consommateurs accordent une importance croissante aux pratiques éthiques et environnementales des entreprises, ce qui influence leurs décisions d'achat. Dans les pays développés notamment, les consommateurs tendent à privilégier les produits provenant d'entreprises socialement responsables, considérées comme plus respectueuses des valeurs éthiques et environnementales. Toutefois, certains chercheurs mettent en garde contre les pratiques d'« écoblanchiment » ou *greenwashing*, qui consistent pour certaines entreprises à présenter une image écologique trompeuse sans réel engagement concret (Harris & Freeman, 2008).

Dans le contexte algérien, (Kateb, 2018/2019) souligne que la responsabilité sociale des entreprises connaît une évolution progressive grâce à l'implication des autorités publiques et des différents acteurs économiques. Cette évolution se traduit par l'émergence d'initiatives sociales et environnementales reposant sur les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Selon (Belaid & Omri, 2014), les entreprises algériennes commencent progressivement à intégrer les principes de la RSE afin d'améliorer leur relation avec les parties prenantes et de renforcer leur compétitivité.

Dans cette perspective, l'entreprise Danone Djurdjura Algérie SPA constitue un exemple significatif d'engagement en matière de RSE en Algérie. Située dans la zone industrielle de Takharacht à Akbou, dans la wilaya de Bejaia, cette entreprise occupe une position importante sur le marché algérien des produits laitiers frais et développe des stratégies intégrant des dimensions économiques et sociales (Kateb, 2019).

Section 3 : le lien entre la RSE et l'entrepreneuriat féminin en milieu rural**3.1. La responsabilité sociétale d'entreprise comme levier de développement local**

La responsabilité sociale des entreprises n'est plus une option secondaire, mais devient un défi stratégique pour toutes les institutions, quelle que soit leur taille ou leur nature (publique ou privée). Les institutions vivent aujourd'hui dans des environnements interconnectés et complexes qui incluent des aspects environnementaux, sociaux et économiques, ce qui nécessite de les réconcilier et de créer un équilibre entre eux. Les chefs d'entreprise ainsi que les gouvernements réalisent de plus en plus que pour relever les défis de cette ère, il faut prendre en compte simultanément toutes ces dimensions multiples. Comme le notent les chercheurs : « *Même si la rentabilité reste un objectif central, elle ne peut être dissociée du respect de l'environnement, de la société et des personnes* » (Djemai & Abedou, 2018, p. 643)

Selon un article publié sur le site Qwesta (2016), la contribution au développement local et à la vie communautaire est un pilier fondamental du développement durable, qui va bien au-delà de la simple prise de connaissance et de l'engagement avec les parties prenantes.

Les principaux problèmes sont :

- Assurer la continuité et le renforcement des liens entre les institutions et leurs régions, dans le but de maintenir le dynamisme économique et social au niveau de toutes les régions ;
- Faire connaître les métiers, pratiques et savoir-faire locaux et les diffuser auprès de la population et des régions du territoire national ;
- Travailler au niveau local pour aider les groupes nécessiteux et contribuer à la réintégration des groupes les plus vulnérables.

Parmi les moyens d'amélioration de cette contribution, il y a lieu de citer :

- Le diagnostic et l'analyse des impacts de l'activité d'une organisation sur sa région (économique, sociale et environnementale) ;
- La contribution effective de l'organisation au développement économique local ;
- La forte contribution de l'organisation à la vie associative de la région, tout en respectant l'indépendance des associations ;
- La participation à des programmes complets d'aménagement du territoire et d'organisation ;

- La participation à des projets ou activités visant à améliorer les opportunités d'emploi et à développer les compétences ;
- L'implication de l'organisation dans des initiatives qui améliorent le niveau de vie de la communauté locale et participe à son développement ;
- L'appréciation par l'organisation des composantes de la région et du savoir traditionnel à travers ses produits ;
- L'étude de l'impact des décisions d'investissement de l'institution sur la région

Un axe spécial pour la solidarité :

Les organisations peuvent fournir un soutien sous plusieurs formes, notamment :

- Fournir des dons en nature (produits, équipements), des dons financiers ou des compétences et expertises de sponsoring...etc. ;
- Soutenir les initiatives locales de réintégration ;

•Faciliter la participation des salariés à des projets de développement local ou de solidarité, en créant des conditions de travail (organisation du temps de travail, congés solidaires, accompagnement logistique ou financier...). (Qwesta, 2016) ,Dans ce contexte, Le développement local est l'une des pierres angulaires de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Par son engagement auprès des communautés environnantes, l'organisation contribue non seulement à l'amélioration des conditions de vie de ces communautés, mais réalise également un modèle de croissance économique durable. En ce sens, la RSE devient un outil efficace pour relier la performance économique aux retombées sociales et environnementales au niveau local.

L'adoption d'une approche de développement local au sein du cadre RSE apporte de multiples gains stratégiques à l'organisation. Elle valorise son image d'entité responsable, répond aux aspirations sociales et environnementales de son environnement, et contribue à attirer et retenir des ressources humaines convaincues de ces valeurs. La RSE passe ainsi d'une simple obligation éthique à un véritable levier d'excellence concurrentielle.

Par ailleurs, l'intégration de la dimension locale dans la politique RSE crée un profil d'employeur positif, les demandeurs d'emploi étant plus enclins à rejoindre des organisations qui partagent leurs valeurs sociétales et environnementales. Les employés actuels se sentent également fiers et loyaux lorsqu'ils appartiennent à une organisation engagée localement. Dans le même

temps, les consommateurs préfèrent les marques responsables, ce qui augmente l'attractivité et la compétitivité d'une organisation.

Au niveau économique, le RSE par le développement local constitue un mécanisme pour renforcer le tissu économique de la région, en encourageant la coopération avec les fournisseurs et entrepreneurs locaux, en créant des opportunités d'emploi et en augmentant la résilience de l'économie locale. L'adoption de circuits courts réduit également l'empreinte carbone, tandis que l'ouverture aux partenaires locaux diversifie l'innovation et renforce le dynamisme local.

Ainsi, Box'n Services incarne cette tendance, en construisant son approche métier sur la valorisation des fournisseurs et services locaux dans de multiples domaines (tels que le nettoyage à sec, la cordonnerie, la boulangerie, les loisirs), en s'appuyant sur des circuits courts. Ce faisant, il fournit un modèle vivant pour faire de la RSE un moteur du développement local, en soutenant l'économie locale, en fournissant des services de haute qualité et en renforçant l'engagement environnemental et social(Box'n Services. (2024))

3.2. Autonomiser les femmes rurales par le biais des entreprises

Responsabilité sociétale

La responsabilité sociétale d'entreprise est une forme d'engagement social que chaque société à responsabilité limitée doit mettre en œuvre dans le but d'améliorer le bien-être de la société et de l'environnement environnant. De tels programmes peuvent avoir un impact positif sur la communication entre l'entreprise et la communauté. L'autonomisation des femmes est une dimension clé de ces programmes, car l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes sont des piliers essentiels pour réduire la pauvreté et renforcer les communautés locales.

L'autonomisation est définie comme un processus visant à renforcer la capacité des individus ou des groupes à prendre et mettre en œuvre des décisions afin d'obtenir des résultats positifs. Ce concept repose sur le développement des ressources individuelles et collectives, ainsi que sur l'accroissement de l'efficacité et de l'équité au sein des institutions qui gèrent ces ressources. L'autonomisation des communautés est un élément vital pour la survie et le développement des sociétés. Dans ce contexte, la recherche scientifique se concentre en particulier sur l'autonomisation des femmes.

L'autonomisation des femmes est actuellement considérée comme l'une des pierres angulaires de la réalisation de l'égalité des sexes, et constitue le cinquième des dix-sept objectifs de développement durable. L'autonomisation des femmes est de plus en plus importante pour atteindre l'égalité et améliorer la qualité de vie. Dans des pays comme l'Indonésie, les femmes sont encore confrontées à d'importants défis pour accéder aux opportunités économiques et

sociales. L'autonomisation des femmes vise à les impliquer dans le processus de développement, de sorte que leur rôle ne se limite pas à la famille, mais s'étend à la résolution de problèmes sociaux plus larges tels que la pauvreté. Elle vise également à améliorer le statut des femmes dans la société et leur permettre de se libérer de la culture patriarcale et de devenir plus indépendantes.

Malgré les progrès dans l'éducation, l'écart entre les sexes persiste sur le marché du travail dans certains pays, avec des taux de participation des femmes allant d'environ 54 % à environ 84 % pour les hommes, et l'écart salarial persiste en faveur des hommes. Cette réalité exige que l'on œuvre à la pleine égalité des sexes. Des études antérieures sur l'autonomisation des communautés par le biais de programmes de responsabilité sociale des entreprises ont montré que les programmes d'éducation et de partenariat ont un impact positif tangible sur le développement et le bien-être social. A Case Study of ExxonMobil (2025)

Dans le cadre des programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et de la coopération avec les organismes internationaux, plusieurs projets ont été lancés en vue de promouvoir le développement durable et d'assurer l'indépendance économique et sociale des femmes dans les zones rurales.

Dans le cadre des programmes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de la coopération avec les organismes internationaux, plusieurs projets ont été lancés en vue de promouvoir le développement durable et d'assurer l'indépendance économique et sociale des femmes dans les zones rurales. L'initiative collaborative Green Lady, soutenue par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, incarne un fait confirmé par de nombreuses études mondiales : impliquer les femmes dans la gestion des ressources naturelles contribue à une meilleure gestion, la conservation et l'exploitation durable, et conduit à une répartition plus équitable des avantages qui en résultent. Cependant, les normes et pratiques discriminatoires liées au genre, ainsi que les barrières institutionnelles, empêchent encore les femmes de participer efficacement à la prise de décision liée à ces ressources dans la plupart des contextes.

Reconnaissant le rôle crucial des femmes dans la construction de systèmes agricoles et alimentaires durables, en tant qu'agricultrices, productrices et gardiennes des connaissances et compétences associées à la culture, la conservation et la transformation des ressources naturelles, le « Gerbs-Sanhaja Integrated Wetland Management » (2020) projet, supervisé par la Direction générale des forêts et le Programme des Nations Unies pour le développement avec un financement de la Coca-Cola Foundation, vise à autonomiser économiquement les femmes dans la région rurale

de Skikda en renforçant leurs capacités et en créant des opportunités économiques durables dans le domaine agricole.

Dans ce contexte, le projet a soutenu la création de la première coopérative agricole féminine spécialisée dans la culture des cactus et des produits forestiers non ligneux, par un appui juridique, technique et logistique à la coopérative et à ses membres.

Le projet visait également à revitaliser l'économie durable dans la région élargie, en contribuant à la création d'un sentier d'écotourisme visant à promouvoir les compétences traditionnelles locales, y compris celles des femmes de la coopérative Green Lady. En partenariat avec une organisation locale de femmes (l'Association des femmes rurales de Skikda), un espace spécial a été alloué aux artisanes et inclus dans cet itinéraire touristique. (PNUD, « Promouvoir l'autonomisation économique des femmes rurales à travers la gestion durable des ressources naturelles », 2022)

Ce projet met en évidence le rôle central des femmes rurales dans le développement durable et la valorisation des ressources locales.

Dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), plusieurs initiatives ont été mises en place en Algérie afin de favoriser l'autonomisation des femmes rurales. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples significatifs de ces actions menées par différents acteurs économiques et institutionnels.

Ce tableau présente des exemples d'initiatives de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) mises en œuvre en Algérie en faveur de l'autonomisation des femmes rurales, en mettant en évidence leurs objectifs et leurs domaines d'intervention.

Tableau 4: Exemples d'initiatives RSE pour l'autonomisation des femmes rurales en Algérie

Initiative	Partenaires	Région	Objectif	Résultat clé
Green Lady	PNUD	Algérie	Gestion durable des ressources naturelles par les femmes	Participation des femmes à la conservation et à l'exploitation durable des

				ressources naturelles
Gerbs-Sanhaja	PNUD + Coca-Cola Foundation	Skikda	Autonomisation économique des femmes dans le domaine agricole	Création de la première coopérative agricole féminine spécialisée dans la culture des cactus et des produits forestiers non ligneux
Projet d'écotourisme	PNUD + Association des femmes rurales	Skikda	Valoriser les compétences locales traditionnelles des femmes	Mise en place d'un parcours éco-touristique qui comprend un espace dédié aux artisanes

Source : (PNUD, « Promouvoir l'autonomisation économique des femmes rurales à travers la gestion durable des ressources naturelles », 2022)

3.3. Limites et critiques

La responsabilité sociétale des entreprises est souvent critiquée parce qu'elle repose sur une base volontaire, ouvrant la porte à l'« écoblanchiment » (marketing environnemental trompeur) et l'exploitant pour promouvoir la rentabilité au détriment de véritables principes. Parmi ses inconvénients figurent également les coûts élevés qui peuvent peser sur les institutions. (Crane, A., Matten, D., & Spence, L. J. (2019))

Lorsque les entreprises décident de s'engager dans la responsabilité sociétale des entreprises, elles sont confrontées à un obstacle majeur : le manque d'outils appropriés pour mesurer l'impact social et environnemental réel de leurs activités. Il est vrai qu'il existe de multiples pratiques de reporting et d'analyse, mais elles sont disparates et incohérentes. La question qui se pose est : quels outils utilisons-nous pour collecter des données fiables ? Quelles méthodes analytiques sont solides ? Si une entreprise ne peut pas répondre clairement, elle ne saura pas si ses investissements font de réels progrès dans le domaine de la responsabilité sociétale des entreprises ou s'ils sont gaspillés.

Nous avons relevé également le manque d'engagement des acteurs dans les initiatives de responsabilité sociale des entreprises. En fait, nous notons que l'engagement des parties prenantes envers la responsabilité sociale des entreprises est souvent fragile. Dans les grandes entreprises construites principalement sur des normes commerciales rigides (rentabilité, productivité, équilibre financier...), les dirigeants ont tendance à s'accrocher à leurs modes de fonctionnement traditionnels et ne veulent pas les changer. Ils préfèrent continuer avec leurs organisations bien connues, parce qu'elles leur fournissent des méthodologies claires pour faire des profits et récompenser les actionnaires. En outre, la haute direction peut manquer d'une compréhension approfondie des questions de responsabilité sociétale des entreprises. Même si les employés ou les clients montrent une volonté d'ajuster leur comportement vers plus de responsabilité, ce désir reste secondaire par rapport à la priorité des objectifs économiques. L-Expert-Comptable.com. (2026)

En plus de ces limites structurelles et opérationnelles, la responsabilité sociale des entreprises souffre également de préjugés et d'un manque de compréhension de ses véritables avantages, comme le montrent les analyses suivantes :

- Premièrement : la responsabilité sociale des entreprises est victime de préjugés

L'un des biais les plus courants est que la responsabilité sociétale d'entreprise est une affaire réservée aux grandes entreprises. Il est vrai que la responsabilité sociétale était limitée aux grandes entreprises qui intervenaient autrefois au niveau social par des activités de soin et de parrainage. En conséquence, le concept de responsabilité sociale est devenu associé à ces idées et, dans l'esprit de certains, il reste simplement un outil de communication ou de marketing publicitaire, sans réel bénéfice pour la direction de l'entreprise. C'est pourquoi, malheureusement, les petites et moyennes entreprises, qui constituent l'essentiel du tissu économique du pays, considèrent que la responsabilité sociétale des entreprises n'est pas à leur portée, car elles estiment qu'elle ne s'adresse qu'aux grandes entreprises.

- Deuxième : Manque de compréhension du concept et de ses avantages

Pour de nombreux acteurs, la responsabilité sociétale des entreprises est une contrainte supplémentaire, presque inutile. Cependant, la responsabilité sociétale peut apporter de nombreux avantages. Sur le plan social, une politique appropriée mise en œuvre au bénéfice des salariés de l'entreprise contribuera à améliorer leurs conditions de travail, à les sensibiliser aux efforts consentis par l'entreprise à leur égard et ainsi à renforcer leur engagement auprès de cette dernière. Au niveau environnemental, une bonne politique de gestion des déchets et de recyclage permettra à certaines industries d'économiser l'énergie en utilisant ces déchets comme combustible. Sur le plan économique, le renforcement des capacités des fournisseurs de l'entreprise leur permettra de fournir des produits de meilleure qualité, ce qui aura un impact positif sur la qualité des produits et services fournis par l'entreprise. Les bénéfices profitent non seulement aux parties prenantes mais aussi aux entreprises qui adoptent cette approche, en augmentant l'engagement des employés et en contribuant à améliorer leur performance, créant ainsi un avantage concurrentiel. La responsabilité sociétale des entreprises peut-elle être considérée comme un partenariat gagnant-gagnant ? C'est le cas lorsque vous parvenez à combiner la prise en compte des besoins des parties prenantes avec celle de la stratégie de l'entreprise.

- Troisièmement : Un concept qui ne s'est pas encore bien adapté aux réalités locales

N'oublions pas que la responsabilité sociétale des entreprises est un concept inventé par les pays occidentaux, et parce qu'il est encore difficile de l'établir localement, elle est considérée comme un concept étranger. Ceci est renforcé par certaines politiques de responsabilité sociale mises en œuvre par les succursales de grandes entreprises situées dans des pays en développement, mais dont les politiques sont influencées par celles des sièges éloignés, qui ne sont pas nécessairement en contact avec les besoins des parties prenantes locales. Tout cela crée chez les acteurs une perception d'insuffisance et d'incapacité à s'adapter. Si la responsabilité sociétale des entreprises avait été présentée comme un levier de développement économique, social et environnemental au service des aspirations des institutions et des habitants, les acteurs locaux l'auraient adoptée. Donc, il s'agit de les convaincre de son utilité et de la nécessité de l'intégrer dans la stratégie globale. (Paraisso-Jossou)

En conclusion, il apparaît que trois solutions peuvent répondre aux causes en question : Tout d'abord, une information et une formation intensives pour les étudiants, les cadres et les gestionnaires sur le potentiel de la responsabilité sociétale des entreprises et sur la façon de l'utiliser. Deuxièmement, soyez réaliste et adaptez davantage la responsabilité sociale par le biais de politiques locales et populaires qui prennent en compte à la fois les besoins des parties prenantes et la stratégie de l'entreprise. Troisièmement, aller au-delà de la nature volontaire par le biais d'une

législation et de politiques incitatives unifiées, sectorielles et participatives qui prennent en compte les points de vue de la société civile, des syndicats et de la population.

Conclusion du chapitre

Faisant suite au cadre conceptuel abordé dans ce chapitre, nous pouvons conclure que les femmes rurales jouent un rôle central dans le développement local malgré les obstacles auxquels elles sont confrontées, et que la responsabilité sociale des entreprises est un levier important pour les soutenir par la formation et le soutien. Cependant, son efficacité dépend du contexte local, ce qui nécessite une approche intégrée. Ce cadre constitue la base pour analyser l'impact tangible de la responsabilité sociale des entreprises dans la partie appliquée de la recherche.



Chapitre II : Revue De Littérature Et Cadre Méthodologique



Section 01 : La revue de la littérature**Introduction du chapitre**

Ce chapitre présente le cadre théorique et méthodologique de la recherche, en abordant les principaux thèmes liés à la responsabilité sociale des entreprises (RSE), au développement local durable et à l'autonomisation des femmes rurales.

Tout d'abord, la revue de la littérature présente les contributions académiques et institutionnelles les plus importantes, clarifie les concepts de base et les approches théoriques, et identifie les points d'accord et les lacunes dans les études précédentes.

Deuxièmement, le cadre méthodologique explique la position épistémologique, l'approche de recherche et les outils de collecte et d'analyse des données utilisés dans cette étude

1.1. L'entrepreneuriat féminin

Selon Bendidi et ses collaborateurs (2024), l'entrepreneuriat féminin est considéré comme un concept complexe et multidimensionnel, ce qui explique la difficulté d'établir une définition unique et universelle, en raison de la diversité des approches théoriques qui traitent ce phénomène (Bendidi, El Kadiri, & Iazza, 2024, pp. 59-64).

Dans ce contexte, certaines études indiquent que les femmes entrepreneures sont celles qui cherchent à atteindre l'indépendance financière et à se développer en établissant et en gérant un projet privé de manière indépendante (Belcourt, 1991). Elle est également définie comme une femme qui, seule ou en partenariat avec d'autres, établit, possède ou gère une entreprise économique, assumant toutes les responsabilités financières, administratives et sociales qui lui sont associées, et participant activement à sa gestion quotidienne (Lavoie, 1988).

D'autre part, certains chercheurs se concentrent sur l'aspect innovant de l'entrepreneuriat féminin, car l'entrepreneure est considérée comme une femme qui supporte des risques financiers afin de créer ou développer un nouveau projet, et se distingue par sa capacité à innover et à explorer de nouvelles opportunités et marchés (Cornet et Constantinidis, 2004).

D'autres approches mettent également en avant la dimension professionnelle des parcours de femmes entrepreneurs, car elles peuvent partir de situations différentes telles que le chômage, un travail rémunéré ou l'inactivité économique, et s'orienter vers la mise en place d'une institution indépendante chargée de sa gestion et de son développement (Paturel et Arasti, 2006).

Ainsi, on peut dire qu'une femme devient entrepreneure lorsqu'elle se met à créer sa propre entreprise dans le but de créer de la valeur économique et d'atteindre l'indépendance professionnelle, tout en supportant les différents risques associés à entrepreneuriale.

Il convient de souligner que la compréhension de l'entrepreneuriat féminin implique l'étude des femmes qui créent et dirigent des entreprises, ainsi que des contraintes et défis auxquels elles sont confrontées dans leur parcours entrepreneurial. Selon (Bendidi, El Kadiri, & Iazza, 2024), ce domaine reste marqué par une faible participation des femmes dans la création de projets privés, notamment en raison de la forte présence des femmes dans le secteur informel. Dans le même sens, (Minniti & Naudé, 2010) estiment que les femmes entrepreneures dans les pays en développement rencontrent davantage d'obstacles liés à l'accès au financement, à la formation et aux réseaux professionnels.

Le secteur informel se caractérise généralement par l'absence de réglementation juridique et administrative, ce qui permet une plus grande flexibilité dans la gestion des activités économiques et réduit les contraintes bureaucratiques (ILO, 2018). Toutefois, cette situation limite souvent les possibilités d'expansion et de développement des projets, qui demeurent majoritairement de petite taille et reposent sur des moyens techniques modestes (Bendidi, El Kadiri, & Iazza, 2024). Selon (OECD, 2017), la prédominance des activités informelles réduit également la capacité des entreprises à accéder aux financements, aux dispositifs d'accompagnement et aux marchés structurés.

Par conséquent, l'impact économique de ces activités reste relativement limité à l'échelle macroéconomique et demeure difficile à mesurer dans l'économie nationale (UN Women, 2020). Malgré cela, plusieurs chercheurs soulignent que l'entrepreneuriat féminin constitue un levier important de développement économique et social, notamment dans la réduction du chômage et l'amélioration des conditions de vie des femmes et de leurs familles (Brush, de Bruin, & Welter, 2009).

Ce tableau illustre l'évolution de la recherche en entrepreneuriat féminin et ses principales tendances.

Tableau 5: Evolution de la recherche en entrepreneuriat féminin

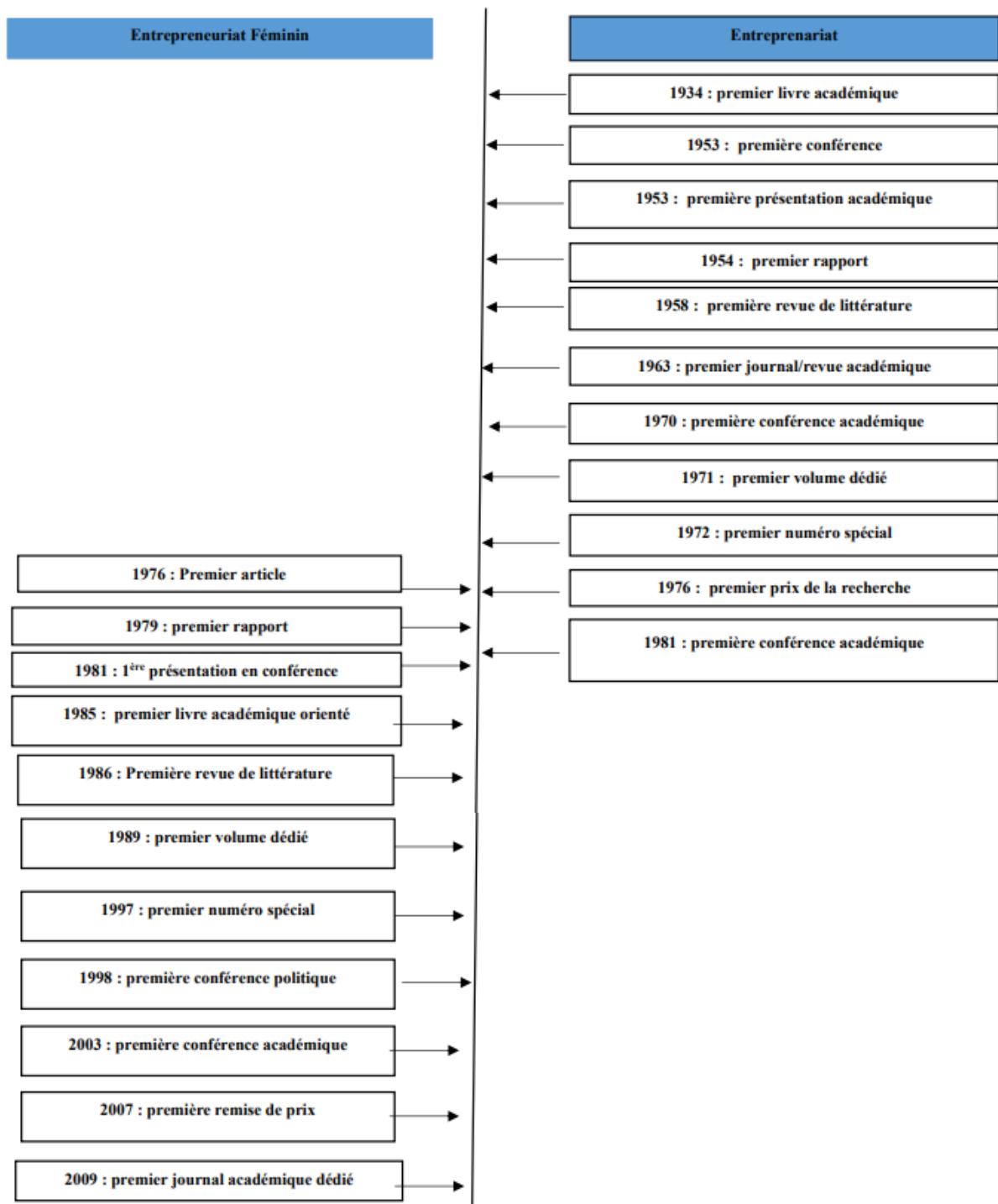
	Période1 1983-1992 (40 articles)	Période2 :1993-2002 (article 81)	Période3 :2003-2012 (214 articles)

Sujet	.Les études se sont concentrées sur le «profil» des femmes chefs d'entreprise (situation familiale : mariée/non mariée; statut social; âge; niveau d'éducation; expérience; traits de personnalité; comportement et attitudes).	Thèmes abordés : performance, processus entrepreneurial, famille, pratiques de management.	Principaux sujets de recherche sur l'entrepreneuriat féminin : finance , performance , motivation , minorités/ethnicité
Service	Les projets étudiés se concentrent principalement sur les secteurs des services et du commerce de détail, en notant que la plupart des études ne précisent pas l'étendue exacte ou le type de projet.	La plupart des études se concentrent sur les services et le commerce de détail, mais le secteur ou le type de projet reste souvent flou.	La plupart des études ne définissent pas le secteur et, lorsqu'elles le font, il s'agit souvent de services ou de technologies.
Origine des recherches	La plupart des études sont anglo-saxonnes, et plus de la moitié proviennent des États-Unis et de la Grande-Bretagne.	52% des articles proviennent d'Amérique et de Grande-Bretagne, et d'autres commencent à apparaître en provenance d'Europe, d'Australie, du Moyen-Orient et d'Asie. Il existe également des études comparatives telles que : Grande-Bretagne/France, Nouvelle-Zélande,	Les études se concentrent sur les « Big Three » (Amérique, Grande-Bretagne, Australie) avec 108 études, mais la couverture s'étend pour inclure de nouvelles régions telles que l'Afrique subsaharienne.

		Norvège et Finlande/Écosse.	
Objet des recherches	La recherche compare principalement les hommes et les femmes entrepreneurs.	La recherche compare principalement les hommes et les femmes propriétaires d'entreprises.	. La plupart des études comparent les hommes et les femmes chefs d'entreprise, et de nouvelles recherches se concentrent uniquement sur les femmes et établissent des comparaisons au sein du groupe des femmes.

Source : (Bendidi , El Kadiri, & Iazza, 2024, p. 64)

Figure 2: Schéma illustrant l'évolution de l'entrepreneuriat féminin



Source : (Bendidi , El Kadiri, & Iazza, 2024, p. 62)

1.2. Les femmes rurales

Selon les rapports (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017, p. 3) , les femmes rurales occupent une position centrale dans le développement économique et social, en particulier dans les secteurs agricoles et les communautés rurales. La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté dépendent en grande partie de leur autonomisation économique et sociale. Toute restriction de leurs droits ou opportunités n'affecte pas seulement leur situation personnelle, mais s'étend au bien-être des familles et des communautés. Dans ce contexte, les chercheuses et les organisations internationales accordent une attention croissante à l'étude des femmes rurales, de leurs contributions et des difficultés qu'elles rencontrent.

La littérature internationale montre que les mauvais résultats du secteur agricole dans de nombreux pays en développement sont liés non seulement à des facteurs techniques ou climatiques, mais aussi aux écarts entre hommes et femmes dans l'accès aux ressources productives. Les femmes rurales rencontrent de plus grandes difficultés pour accéder à la terre, au crédit, aux marchés, aux technologies agricoles et aux services d'appui. En conséquence, de nombreuses études considèrent que la réduction de ces écarts constitue une condition fondamentale pour améliorer la production agricole, réduire la pauvreté et promouvoir le développement économique. (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017)

Des études de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) confirment également le rôle important des femmes dans l'économie rurale. Les femmes sont impliquées dans diverses activités telles que la production agricole, l'élevage, la transformation des aliments et le commerce local. Cependant, leur contribution reste souvent insuffisamment reconnue dans les statistiques officielles et les politiques publiques. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2017), les femmes représentent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, avec des disparités entre les régions. Malgré cette participation importante, les femmes sont toujours confrontées à des obstacles sociaux, économiques et culturels qui limitent leur pleine intégration dans le marché du travail agricole. (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017)

Ces données expliquent l'intérêt croissant des chercheurs pour l'étude des femmes rurales et leur rôle dans le développement local. De nombreuses recherches récentes se concentrent sur les difficultés structurelles qui entravent leur autonomisation économique et sociale.

Parmi les principaux obstacles identifiés par la littérature, on trouve les normes sociales et culturelles. Selon Mahesh Chander (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017), les femmes rurales sont souvent sous-représentées dans les institutions politiques, les coopératives agricoles et les organes de décision. Comme le soulignent Amanullah, Kala Koyo et Sudharani N (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017). Cependant, certaines normes sociales et religieuses considèrent encore les femmes comme inférieures aux hommes, ce qui limite leur participation économique et sociale.

Le manque d'éducation est également un obstacle majeur à l'autonomisation des femmes rurales. Plusieurs études montrent que les filles quittent l'école à un jeune âge, en particulier dans les régions où le mariage précoce est encore courant. Gotti Shrivastava et Bianci Hamido expliquent que les familles préfèrent souvent éduquer leurs fils, tandis que les filles sont plus souvent appelées à faire des tâches ménagères. Selon Mahesh Chander, l'accès limité à l'éducation et à la formation réduit les opportunités de carrière des femmes rurales et affaiblit leur confiance en elles.

L'absence de droits juridiques et financiers représente également une limitation majeure. De nombreuses études indiquent que les femmes rurales rencontrent des difficultés pour accéder à la propriété foncière et aux ressources naturelles en raison des systèmes traditionnels d'héritage. Takeli Teshome, Margot Tapia et Taiba Moji Yusuf (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017) montrent que cette situation limite leur accès au crédit et aux financements nécessaires pour développer leurs activités agricoles et entrepreneuriales. En outre, certaines études indiquent que les institutions financières contribuent parfois à creuser les écarts entre les sexes, car les banques exigent généralement des garanties financières et un niveau d'éducation élevé pour accorder des prêts, ce qui place les femmes rurales dans une position défavorable. Selon Taiba Mouji Youssef (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017), le manque de produits financiers

adaptés aux besoins des femmes constitue un obstacle supplémentaire à leur autonomisation économique.

Le fardeau du travail non rémunéré et des tâches ménagères est également un obstacle majeur. En plus des activités agricoles, les femmes rurales sont responsables de la garde des enfants, de l'entretien du foyer et des tâches ménagères. Hazel Bedford, Susan Aziz, Flavia Grassi et Joanna Schmidt (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017) montrent que cette surcharge réduit le temps disponible pour la formation, le travail rémunéré ou la création d'activités génératrices de revenus.

Enfin, plusieurs études mettent en évidence les difficultés rencontrées par les femmes rurales pour accéder au marché du travail. Malgré leur participation active aux activités agricoles et à la transformation des produits, leur travail reste souvent invisible et non rémunéré. Selon Mahesh Chander, les programmes de soutien à l'entrepreneuriat ciblent principalement les hommes, ce qui limite les opportunités de carrière pour les femmes en milieu rural.

Ainsi, la littérature montre que les femmes rurales jouent un rôle essentiel dans le développement économique et social, mais qu'elles font encore face à de nombreux obstacles structurels. Ces difficultés expliquent l'intérêt croissant des chercheurs et des organisations internationales pour les questions liées à l'autonomisation économique et sociale des femmes en milieu rural. (Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes. (Fao,2017). Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes., 2017)

Le tableau ci-dessous récapitule les principales études qui ont porté sur les femmes rurales et les obstacles à leur autonomisation

Ce tableau résume les principales études consacrées aux femmes rurales et leurs principaux résultats.

Tableau 6: Synthèse des études sur les femmes rurales

N°	Auteurs / Source	Idée principale
1	ONU Femmes (2012)	Le rôle central des femmes rurales dans le développement
2	FAO (2017)	Disparité d'accès aux ressources agricoles
3	Chander (FAO, 2017)	Obstacles sociaux et institutionnels
4	Amanullah et al. (FAO, 2017)	les normes sociales et culturelles
5	Shrivastava & Hamido (FAO, 2017)	éducation des filles
6	Teshome, Tapia & Yusuf (FAO, 2017)	accès aux ressources financières
7	Bedford et al. (FAO, 2017)	travail non rémunéré
8	Chander (FAO, 2017)	marché du travail

Source : élaboré par nos soins à partir de (FAO, 2017)

1.3. La RSE et le développement local

El Khordchi et al., (2023), estiment que les racines du concept de responsabilité sociale des entreprises remontent aux États-Unis, d'où il s'est étendu au reste du monde, en s'adaptant aux transformations économiques et sociales modernes. Bien que ce concept ne soit pas nouveau, il a connu un développement important depuis les années 1970, grâce à l'intérêt croissant des organisations internationales (El Khordchi , El Khorchi, & Boujdid , 2023, p. 183).

Les chercheurs ajoutent que Howard Bowen est considéré comme un pionnier de la pensée contemporaine sur la responsabilité sociale des entreprises, suite à la publication de son livre de 1953, « The Social Responsibilities of the Businessman ». Bowen estime que les entreprises ne

devraient pas négliger le profit, mais leurs politiques et décisions doivent être formulées en accord avec les valeurs et les aspirations de la société.

Aussi, la plupart des définitions modernes soulignent la nécessité d'intégrer les questions sociales et environnementales dans l'activité économique des entreprises. Dans cette perspective, la responsabilité sociale vise à atteindre un équilibre entre performance financière, engagement social et préservation de l'environnement, tout en répondant aux attentes de toutes les parties prenantes

Pour leur part, Mvelea & Mbarga., (2025) montrent que la relation entre la responsabilité sociale des entreprises et le développement local durable révèle que les applications de la responsabilité sociale ne se limitent pas seulement à l'amélioration des conditions économiques et sociales, mais sont également liés à des processus visant à renforcer la légitimité des institutions dans leur environnement local. En ce sens, l'étude menée au Cameroun à titre d'exemple suggère que certaines initiatives de responsabilité sociale des entreprises peuvent être utilisées comme un outil pour améliorer l'image des entreprises plutôt qu'un véritable engagement en faveur du développement. Cela révèle un écart entre l'exercice réel de la responsabilité sociale et les objectifs réels de développement qui sont censés être atteints (Mvelea & Mbarga, 2025, p. 225).

Ce tableau présente une synthèse des principaux effets de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) sur le développement local durable, en mettant en évidence ses impacts économiques, sociaux et environnementaux.

Tableau 7: Synthèse des effets de la RSE sur le développement local durable

Axe de la RSE	Actions principales	Effets sur le développement local
Social	Améliorer les conditions de vie, réduire le coût de la vie et améliorer le bien-être des résidents	Renforcer la cohésion sociale et améliorer le niveau de vie
Économique	Développement des infrastructures, création d'emplois, soutien aux activités locales	Stimuler l'économie locale et créer de la richesse

Environnemental	Protection de l'environnement, gestion durable des ressources	Améliorer les conditions de vie et la durabilité des territoires
Gouvernance / image	Certaines mesures de responsabilité sociale des entreprises sont parfois utilisées pour renforcer la légitimité d'une organisation	Améliorer l'image mais le risque d'une responsabilité sociale des entreprises « cosmétique » ou « superficielle »

Source : élaboré par nos soins à partir de (Mvelea & Mbarga, 2025, p. 225)

La responsabilité sociale des entreprises est un outil efficace pour promouvoir le développement durable, en intégrant ses dimensions sociales et économiques avec le principe de l'égalité des chances. Dans ce contexte, le Fonds international de développement agricole (FIDA) souligne l'existence de plusieurs mécanismes stratégiques qui contribuent à autonomiser les femmes au sein des programmes de développement, notamment : le cadre stratégique, la politique de ciblage, la politique d'égalité des sexes, en plus du plan d'action pour l'égalité des sexes.

Il convient de noter que les femmes représentent plus de la moitié des bénéficiaires des projets du Fonds, ce qui reflète une approche globale de développement fondée sur la responsabilité sociale des entreprises. Les interventions de développement sont également conçues d'une manière qui prend en compte les besoins et priorités spécifiques des différents groupes cibles.

Ces mesures s'articulent principalement autour de trois axes :

- Renforcer les capacités des femmes rurales par la formation et le développement de compétences financières et techniques ;
- Améliorer leur accès aux marchés, à la finance rurale et aux opportunités de travail décent ;
- Augmenter leur productivité agricole.

A titre indicatif, un projet soutenu par le Fonds en Turquie a permis à environ 24 000 femmes d'atteindre l'indépendance économique tout en assurant la promotion de la durabilité environnementale.

Dans un contexte compatible avec les principes de la responsabilité sociale des entreprises, le Fonds s'efforce d'identifier les pratiques et structures discriminatoires qui perpétuent les

inégalités entre les sexes et cherche ensuite à les réduire. Les approches fondées sur la famille permettent l'implication des femmes et des hommes, dans le but de réaliser des changements durables qui affectent le bien-être, l'indépendance et les conditions de vie des femmes.

Les programmes sont également adaptés pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes vivant dans la pauvreté, les femmes handicapées et les femmes appartenant à des communautés autochtones.

Enfin, le Fonds assure un suivi régulier de la participation et de l'autonomisation des femmes, ainsi que des résultats obtenus, grâce à des outils d'évaluation dédiés, dont le « Mécanisme pour transformer les dynamiques de genre ». (IFAD,S.D)

1.4. Analyse critique des études précédent

Les études précédentes ont largement abordé les sujets de l'entrepreneuriat féminin, de la responsabilité sociétale des entreprises, du développement local durable et de l'autonomisation des femmes en milieu rural. La plupart des études soulignent le rôle essentiel des femmes rurales dans le développement économique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

Plusieurs études, dont celle de Bendidi, Al-Qadri et Yaza (2024), montrent que les femmes entrepreneures font face à des obstacles liés au financement, à l'accès aux ressources, à l'éducation, ainsi qu'aux normes sociales et culturelles. Des rapports d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ONU-Femmes et le Fonds international de développement agricole confirment également que les disparités entre les sexes limitent la participation économique et sociale des femmes rurales.

D'autre part, certaines recherches sur la responsabilité sociétale des entreprises considèrent cette dernière comme un levier important pour promouvoir le développement durable et améliorer les conditions sociales et économiques des populations locales. Les travaux d'Al-Kharqi, Al-Kharqi et Boujdid (2023) montrent que la responsabilité sociale des entreprises ne se limite plus à la recherche du profit, mais inclut également des dimensions sociales et environnementales. Dans le même contexte, (Mvele & Mbarga, 2025, pp. 225- 240) défendent le fait que les initiatives de responsabilité sociétale des entreprises peuvent contribuer au développement local durable en améliorant les conditions de vie, en soutenant les résidents et en préservant l'environnement.

Cependant, malgré l'importance de ces études, plusieurs limites peuvent être notées. Tout d'abord, une grande partie de la recherche reste descriptive et générale sans fournir de solutions pratiques adaptées aux réalités locales. Deuxièmement, certaines études se concentrent

uniquement sur les aspects économiques de la responsabilité sociétale sans analyse adéquate de son impact sur les femmes rurales et leur autonomisation. Peu de recherches établissent également une relation directe entre la responsabilité sociale des entreprises, le développement local durable et l'amélioration des conditions des femmes du village.

En outre, la plupart des études internationales sont menées dans différents contextes, ce qui rend difficile de généraliser leurs résultats à d'autres contextes sociaux et économiques. Enfin, certaines recherches se concentrent davantage sur les politiques et discours institutionnels sans véritablement évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre sur le terrain.

Ainsi, ces limites démontrent l'importance de mener davantage de recherches sur le rôle de la responsabilité sociétale des entreprises dans l'autonomisation des femmes rurales et la promotion d'un développement local durable, en particulier grâce à une approche plus intégrée qui relie les aspects économiques, dimensions sociales et environnementales.

Cette revue de la littérature a fourni une compréhension plus approfondie des concepts associés à la responsabilité sociale des entreprises, au développement local durable et à l'autonomisation des femmes rurales. Il a également mis en évidence les limites des études précédentes, notamment le manque de recherches reliant directement ces trois dimensions, formant ainsi une base théorique fondamentale pour guider cette étude et analyser son problème de recherche.

Section 2 : Cadre méthodologique

Afin de répondre à la problématique de notre recherche, nous présentons dans cette section le cadre méthodologique qui régit le déroulement de l'étude. La méthodologie choisie, la population étudiée, les outils de collecte de données et les techniques d'analyse adoptées seront discutés successivement, avec des efforts constants pour assurer la validité et la fiabilité des résultats.

2.1 Posture épistémologique :

Le terme "épistémologie" (théorie de la connaissance) provient du mot grec "Epistémê" qui signifie connaissance. Ce concept est apparu au début du XXe siècle, et fait référence à l'étude des connaissances scientifiques et aux conditions de leur production. Dans ce contexte, (Boukaïra & Daamouch, 2021, p. 3) que l'épistémologie constitue un champ essentiel pour comprendre comment se construit le savoir scientifique et comment il acquiert sa légitimité dans le cadre de la recherche.

Piaget (1967) définit l'épistémologie comme le système qui étudie la formation de la connaissance correcte et l'étendue de sa validité scientifique (Boukaïra & Daamouch, 2021, p. 3)

Dans la même veine, Javar-Perret et ses collègues (2012) considèrent l'épistémologie comme une branche de la philosophie concernée par les fondements de la connaissance, de la vérité et de la réalité, ainsi que par les lois qui régulent la production de la science. Ce faisant, il constitue une réflexion critique sur les conditions de la formation et de la légitimité du savoir. (Boukaïra & Daamouch, 2021, p. 3)

D'autre part, Cohen (1996) considère l'épistémologie comme une théorie de la connaissance, tandis qu'Avenier et Gavar-Perret (2012) la définissent comme l'étude des méthodes utilisées pour produire la connaissance scientifique. Il permet ainsi d'évaluer l'adéquation et la validité du parcours de recherche en fonction des objectifs fixés. (Boukaïra & Daamouch, 2021, p. 3)

En conséquence, la position épistémologique guide le chercheur dans ses choix méthodologiques, notamment en ce qui concerne le sujet de recherche, la stratégie adoptée et les outils utilisés. Selon Lee Moen, un chercheur doit s'interroger sur la nature de la connaissance afin de déterminer sa position scientifique et comment elle aborde la réalité. (Boukaïra & Daamouch, 2021, p. 3)

Le constructivisme s'inscrit dans la position épistémologique basée sur la reconnaissance que la réalité résulte de l'interaction de l'esprit humain avec l'expérience de terrain dans le monde réel. Une fois que l'activité mentale d'une personne est intégrée dans le processus de production

de connaissances, une perspective constructiviste est adoptée, qui soutient que la réalité n'est pas un objectif fixe donné, mais plutôt une construction mentale formée à travers les perceptions et les expériences des individus. Il s'agit donc d'une réalité subjective, et non pas objective absolue. (Dehbi & Angade, 2019, p. 5)

Sur cette base, notre recherche s'inscrit dans la position épistémologique constructiviste. Nous croyons que la réalité sociale que nous étudions n'est ni unique ni entièrement objective, mais plutôt une réalité qui est façonnée par les expériences, les perceptions et les interactions des parties impliquées. Dans le cadre de cette étude, qui concerne l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, ainsi que le rôle de la responsabilité sociétale des entreprises dans le soutien au développement local, la compréhension du phénomène dépend principalement de l'interprétation et de l'incarnation des représentations que les femmes éprouvent au sein de l'étude.

2.2 Démarche méthodologique

Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes appuyés sur l'approche qualitative, car cette approche permet une compréhension approfondie des phénomènes sociaux en analysant les perceptions, les expériences et les représentations des acteurs impliqués. Selon (Creswell, 2009, p. 162), la recherche qualitative vise à explorer et interpréter les significations que les individus tissent autour d'un problème social ou humain.

D'autre part, le choix de la stratégie de recherche affecte directement les procédures méthodologiques suivies, car ces procédures varient en fonction des approches qualitatives adoptées. Creswell (2009) affirme que la recherche qualitative peut prendre plusieurs directions, qu'elles soient sociales, idéologiques ou philosophiques, donnant aux méthodologies une flexibilité et la capacité de s'adapter au contexte de l'étude (Creswell, 2009, p. 162).

La justification de l'adoption de cette approche est évidente dans la nature de notre sujet, qui se concentre sur l'entrepreneuriat des femmes dans les zones rurales dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), ainsi que du développement local durable et de l'autonomisation des femmes. Ces sujets nécessitent une analyse approfondie de la réalité sociale, économique et culturelle, au-delà des simples données quantitatives.

En outre, l'approche qualitative permet la collecte de données riches et détaillées, en se concentrant sur les expériences vécues et les difficultés rencontrées par les femmes rurales. Cette approche contribue également à une meilleure compréhension du rôle de la responsabilité sociale des entreprises dans le soutien au développement local durable.

2.3 Méthodes et instruments de collecte des données

Les données de recherche sont classées comme tous les enregistrements factuels résultant ou utilisés dans une étude scientifique, tels que les chiffres, le texte, les images et les sons. Ces données représentent des sources vitales pour la recherche scientifique et, selon la communauté scientifique, sont essentielles pour prouver la validité des résultats et assurer leur fiabilité. (Ouvrir la Science. Données de la recherche : de quoi parle-t-on ? , 2024, p. 4)

2.3.1. Les entretiens :

Les entretiens ont été réalisés individuellement et semi-directement avec des femmes rurales actives dans le secteur de l'élevage bovin dans la région d'Akbou (Bejaia), sur la base d'un guide d'entretien (voir annexe) composé de questions organisées autour de quatre thèmes principaux. Le premier axe traite de la situation des femmes rurales et des obstacles auxquels elles sont confrontées dans l'élevage bovin, et vise à identifier les difficultés les plus importantes, notamment au niveau économique et en ce qui concerne l'accès aux ressources (alimentation du bétail, équipements, soins vétérinaires). Le deuxième axe porte sur la formation et l'accompagnement, et concerne les mécanismes d'amélioration des compétences dont bénéficient les femmes rurales, ainsi que la mesure dans laquelle elles répondent à leurs besoins réels. Le troisième axe a été consacré au rôle de Danone et à ses actions liées à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), en particulier les programmes d'accompagnement et de formation ainsi que la relation commerciale liée à l'achat de lait. Enfin, le quatrième axe aborde l'impact économique et social de ces mesures en étudiant leur impact sur les revenus, les relations sociales et familiales, ainsi que le degré d'indépendance des femmes rurales. En raison des difficultés liées au transport et aux contraintes de temps, quinze (15) entretiens individuels ont été menés, qui ont été entièrement transcrits puis analysés. Le choix d'un entretien semi-directif s'explique par sa flexibilité, car il permet aux répondants de s'exprimer librement tout en restant guidés dans le cadre des axes précisés dans le guide d'entretien, facilitant ainsi la collecte d'informations riches et adaptées à l'analyse qualitative.

2.3.2. L'observation participante :

L'observation participative est considérée comme l'une des techniques de collecte de données les plus importantes dans la recherche qualitative, car le chercheur participe directement à la vie quotidienne du domaine qu'il étudie, tout en assumant en même temps le rôle d'observateur. Cette technologie permet une compréhension approfondie des phénomènes étudiés grâce à l'interaction directe avec les acteurs, ce qui contribue à interpréter des significations et des

perceptions difficiles à atteindre par des moyens traditionnels. Cette méthodologie aborde également la recherche-action, car elle intègre le chercheur dans le contexte de l'étude afin d'aboutir à une compréhension plus précise et réaliste du phénomène. (Abarar, 2014, p. 74)

2.3.3. Populations et échantillons :

Dans le cadre de l'approche qualitative, la construction de l'échantillon repose sur une sélection raisonnée d'individus ayant une relation directe avec le problème de recherche et une expérience pertinente permettant de fournir des informations riches et fiables. Cette méthode vise à assurer la profondeur des données plutôt que leur représentativité statistique (Patton, 2015). Ainsi, le choix des participants ne cherche pas la généralisation, mais la compréhension approfondie du phénomène étudié..

Dans le cadre de notre étude, l'échantillon sélectionné est constitué de quinze femmes rurales. impliquées dans des activités économiques locales et/ou des initiatives liées au développement local et à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Ces participants sont directement concernés par le problème à l'étude, ce qui permet une meilleure compréhension de leurs expériences et perceptions, ainsi que des défis auxquels ils font face.

2.4 Outils d'analyse des données

Les données recueillies à travers des entretiens semi-structurés ainsi que par le biais de recherches expérimentales (sur le terrain) sont analysées et traitées en utilisant la technique d'analyse de contenu. Cette méthode combine un ensemble de techniques d'analyse de texte basées sur des procédures systématiques et objectives de description, permettant le traitement systématique du contenu implicite et explicite des discours, dans le but de classer et d'interpréter leurs éléments constitutifs de manière déductive (Richard, 2006).

Ainsi, l'analyse de contenu constitue une méthodologie précise qui vise à présenter systématiquement les déclarations des participants. Il permet également la conversion de données qualitatives primaires en résultats exploitables à travers des étapes successives, qui comprennent principalement la transcription d'entretiens, la construction d'un réseau pour l'analyse, le codage de l'information, et ensuite l'interpréter dans le but d'extraire des significations liées au problème de recherche.

2.4.1 Retranscription des données :

Le processus de transcription des entretiens menés est entièrement au cœur de la première étape du traitement des données, car les données audios sont converties en texte écrit connu sous le nom de « texte littéral » (Verbatim), qui constitue les données initiales pour l'étude. Cette

procédure aide à organiser les données de manière à faciliter leur analyse, plutôt que d'être limitée au traitement des enregistrements audio ou vidéo.

Selon (Chang, 2026), La transcription littérale (Verbatim) transmet fidèlement les interviews tout en conservant tous les éléments du discours, y compris les fréquences, les répétitions, les débuts de phrases et parfois les défauts de prononciation. Ce type de transcription ne se limite pas à répéter le contenu des énoncés, mais s'étend également à la façon dont ils sont exprimés. Son importance réside surtout dans l'analyse des discours, des arguments et des interactions, lorsque le silence, les interruptions ou les hésitations portent des connotations importantes. La transcription littérale devient également nécessaire lorsqu'un chercheur veut garder des citations précises et fidèles de ses contributions.

Dans cette recherche, la technique basée sur la transcription textuelle complète des entretiens a été adoptée, c'est-à-dire l'enregistrement de tous les mots prononcés par les participants sans aucune suppression ou modification, dans le but de maintenir l'exactitude des données et d'assurer leur qualité

2.4.2. Le codage des informations

Le codage de l'information fait référence à un ensemble de règles et de symboles qui permettent d'identifier, de stocker et de communiquer des informations. Ce codage peut apparaître sous différentes formes, telles que la langue parlée, l'écriture ou les chiffres. Dans le contexte des médias, l'information est symbolisée en termes binaires à l'aide des nombres 0 et 1, dans le but de permettre aux ordinateurs de la traiter, car les composants électroniques de ces ordinateurs ne fonctionnent que sur la base de deux états stables (fermé/ouvert). (Yedjour, 2017/ 2018, p. 6)

Dans cette étude, nous nous sommes appuyés sur le codage ouvert, qui n'impose pas de catégories d'analyse prêtes à l'emploi ou prédéterminées, mais repose plutôt sur l'extraction progressive et inductive de ces catégories à partir des données de terrain elles-mêmes. Cette approche se caractérise par sa flexibilité et sa capacité à s'adapter à la réalité des données sans les soumettre à des classifications préalables qui peuvent ne pas refléter la réalité des discours des participants. Par conséquent, cette approche permet une compréhension plus profonde et plus vraie des déclarations des femmes rurales et contribue à extraire des thèmes essentiels directement liés à nos objectifs de recherche.

2.4.3. Traitement des données qualitatives

L'analyse de contenu est une des approches utilisées en sciences sociales pour étudier et expliquer les comportements humains à partir de documents. Cette méthode consiste à analyser les différents types de matériaux étudiés (textes, images, vidéos...) dans le but de comprendre les connotations sociales qu'ils véhiculent. Cette approche permet au chercheur d'interpréter les données à partir de la compréhension des pratiques sociales et des symboles, afin de donner un sens aux informations recueillies. (Bardin, 2013)

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse sémantique manuelle a été utilisée, sans utiliser aucun logiciel pour analyser les données qualitatives. Cette méthode est basée sur une lecture attentive et régulière des entretiens, dans le but d'interpréter les données dans leur contexte réaliste et de les relier au problème de l'étude, en particulier en ce qui concerne la responsabilité sociale institutionnelle (RSE), le développement local et l'entrepreneuriat chez les femmes en milieu rural.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre a permis de présenter les fondements théoriques et méthodologiques de cette recherche. La revue de la littérature a mis en évidence les concepts clés liés à la responsabilité sociale des entreprises (RSE), au développement local durable et à l'autonomisation des femmes rurales, en se concentrant sur les contributions et les limites des études précédentes. Le cadre méthodologique a également présenté la méthodologie adoptée ainsi que les outils utilisés pour la collecte et l'analyse des données. Ces éléments forment la base nécessaire pour répondre au problème de recherche dans les chapitres suivants.



Chapitre III:

Cadre ANALYSE ET

DISCUSSION DES Résultats



Ce chapitre est consacré à une étude de cas menée au sein de l'organisation Danone Djurdjura Alger dans la région d'Akbou (province de Bejaia). Il vise à présenter l'organisation, ses principales activités et les mesures de responsabilité sociétale des entreprises mises en œuvre pour les éleveurs et les femmes rurales travaillant dans le secteur de l'élevage.

Tout d'abord, ce chapitre met en lumière l'histoire, l'organisation, les valeurs et la stratégie de Danone. Dans une deuxième phase, elle aborde les différentes pratiques de responsabilité sociétale des entreprises développées par l'organisation, en particulier l'accompagnement, la formation et les programmes de soutien destinés aux femmes rurales et aux producteurs locaux.

Enfin, ce chapitre présente l'analyse et l'interprétation des données recueillies à travers des entretiens menés auprès de femmes rurales, dans le but de comprendre les difficultés auxquelles elles sont confrontées, ainsi que l'impact des mesures prises par Danone sur leurs activités économiques et leurs conditions socio-économiques.

Section 1 : Présentation de Danone**1.1 Historique de l'entreprise Danone Djurdjura Algérie**

Le groupe Danone est né de la fusion de BSN et de la société Danone bulldozer en décembre 1972. Cette fusion est le fruit d'une rencontre entre deux personnalités, Daniel Carrasso et Antoine Riboud, qui ont contribué à bâtir un groupe alimentaire aujourd'hui considéré comme l'un des grands leaders mondiaux de ce secteur.

L'histoire de Danone remonte aux années 1910, lorsque le barcelonais Isaac Carrasso a remarqué de nombreux cas d'infections intestinales chez les enfants. Pour surmonter ce problème, il a décidé de produire un aliment connu pour ses bienfaits sur la santé et de le diffuser largement, qui est le lait (yaourt). Ainsi le label « Danone » est créé en 1919.

En 1972, Antoine Riboud propose une nouvelle vision de l'institution lors d'un discours à Marseille, dans lequel il remet en question le style traditionnel du management. Inspiré par les transformations sociales qui ont eu lieu durant cette période, il a introduit l'idée d'un double projet économique et social basé sur la responsabilité de l'institution envers la société. Cette vision est à la base de la philosophie actuelle du groupe Danone.

La même année, Antoine Riboud rencontre Daniel Carrasso, fils du fondateur de Danone. Leur coopération aboutit à la fusion des deux sociétés en décembre 1972, donnant naissance à un groupe international opérant dans le secteur alimentaire.

Danone Djerjoura Algérie a été créée en 2001, à la suite d'un partenariat entre Danone, le leader mondial des produits laitiers frais, et l'usine laitière de Djerjoura, fondée par la famille Batouche en 1983. Cette alliance a permis le développement d'un acteur clé du marché laitier algérien, alliant expertise internationale et ancrage local.

1.2 . Activités de Danone DJURDJURA Algérie

Danone Djurdjura Algérie est une institution spécialisée dans la production et la commercialisation de produits laitiers frais. Ses principales activités sont basées sur la collecte du lait auprès des éleveurs locaux, sa transformation industrielle et la distribution des produits sur le marché national.

La société produit divers types de produits laitiers, y compris le yaourt, les sucreries lactées et d'autres produits dérivés du lait. Dans le cadre de ses activités, Danone coopère avec de nombreux éleveurs et producteurs locaux afin d'assurer un approvisionnement régulier en lait frais.

D'autre part, l'organisation contribue au développement du secteur laitier local à travers plusieurs programmes de soutien ciblant les éleveurs, notamment dans le domaine de l'élevage bovin. Ces activités permettent à Danone de renforcer sa présence sur le marché, tout en contribuant au développement économique local.

1.3 Les valeurs de Danone Djurdjura Algérie

Le groupe Danone est basé sur un ensemble de valeurs fondamentales qui régissent son orientation stratégique et son comportement au quotidien. Ces valeurs reflètent la vision du groupe de trouver un équilibre entre performance économique et impact social.

L'humanité est au premier plan de ces valeurs, car elle place l'être humain au centre de l'attention de l'organisation, ce qui se manifeste par le souci de la santé et du confort des consommateurs, en plus de la préservation de l'environnement.

La deuxième valeur réside dans la responsabilité, ce qui signifie un engagement ferme envers des pratiques basées sur l'éthique, la durabilité et la clarté. Ce faisant, Danone joue son rôle de soutien aux communautés locales, notamment en aidant les producteurs et éleveurs.

La troisième valeur est la proximité, qui renforce la relation avec les clients et consommateurs locaux. Dans le contexte algérien, cette proximité est clairement démontrée par la coopération existante avec les éleveurs des zones rurales.

La quatrième valeur est l'ouverture, qui stimule l'échange, le dialogue et la consultation avec toutes les parties intéressées, et ouvre également la voie à l'innovation et à l'adaptation aux exigences du marché.

Enfin, Danone s'appuie sur une culture organisationnelle basée sur le travail d'équipe, la simplification, l'innovation et la responsabilité individuelle, qui lui permet d'améliorer sa performance globale et de créer une valeur partagée.

Section 2 : Les pratiques de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**2.1 Les actions sociétale et environnementales**

Danone Djurdjura Algérie est engagé dans le processus de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en mettant en œuvre une série de mesures sociales et environnementales qui s'inscrivent dans sa stratégie pour atteindre un développement local durable.

Sur le plan social, Danone travaille à l'amélioration de la qualité de vie des éleveurs et des femmes rurales en leur proposant des programmes de formation adaptés à leurs besoins, en soutenant leurs capacités techniques et en contribuant au développement de leurs activités agricoles et pastorales. Ces efforts conduisent à l'augmentation de leur efficacité productive et à l'amélioration de leurs revenus, ce qui a un impact positif sur leur stabilité sociale et économique.

Au niveau environnemental, l'entreprise assure la qualité du lait produit localement, respecte strictement les règles d'hygiène et de santé publique et adopte des pratiques agricoles et environnementales durables qui contribuent à réduire l'impact environnemental de ses activités de production. Ceci est évident dans la rationalisation de la consommation des ressources naturelles, la réduction des émissions de carbone et le contrôle des déchets.

Avec cette approche intégrée, Danone incarne une démarche de développement durable qui allie efficacité économique, engagement social et protection de l'environnement, renforçant ainsi sa position d'acteur économique conscient et responsable dans la région d'Akbou et ses environs.

2.2 Les programmes de soutien aux éleveurs et femmes rurales (Hlib Dzair / One to One)

Le Projet (Hlib Dzair) représente une initiative pionnière dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises, lancée en 2010 grâce à une alliance entre les secteurs public et privé, dans le but de responsabiliser les jeunes éleveurs et reproducteurs en Algérie et d'améliorer leurs conditions économiques, sociales et environnementales. Ce projet reflète l'engagement de Danone à placer les agriculteurs, petits producteurs et productrices au cœur de sa stratégie.

Ce projet s'inscrit dans un contexte national d'importance vitale pour les petits et moyens exploitants agricoles, qui représentent 85% des producteurs de lait en Algérie, et dont les exploitations et ranchs contribuent à environ 60% du lait collecté par Danone. Cependant, la production locale ne couvre que 60 % de la consommation nationale, ce qui a incité le gouvernement algérien à donner la priorité au développement de la production locale pour réduire la dépendance à l'importation de lait en poudre et atteindre la sécurité alimentaire

Mais ces éleveurs et jeunes nourrices sont confrontés à un ensemble de défis étroitement liés aux dimensions environnementales, économiques et sociales.

Au niveau environnemental, les éleveurs souffrent d'une pression croissante sur les ressources naturelles, de la dégradation des sols due à l'utilisation intensive des terres et de la perte de biodiversité résultant du surpâturage et de l'agriculture intensive. Cela s'ajoute à la hausse des températures et à la rareté de l'eau dans diverses régions du pays, avec des déficits pluviométriques compris entre 12 % et 20 %. Le problème de la gestion des déchets organiques peut entraîner une pollution de l'eau et du sol.

Sur le plan économique et social, les éleveurs souffrent d'une mauvaise formation aux pratiques durables. Seulement 2,7 % des agriculteurs, hommes et femmes, ont reçu une formation agricole, et seulement 1,5 % d'entre eux sont des femmes. Les femmes rurales instruites souffrent également d'obstacles supplémentaires qui limitent leur accès au savoir et à la productivité, tels que des restrictions culturelles et sociales et le besoin d'un tuteur masculin pendant la formation. Les sélectionneurs rencontrent également des difficultés pour obtenir un financement abordable et accéder à de bons intrants agricoles (tels que les semences et le fourrage), ce qui affecte la quantité et la qualité de la production.

La réalité sociale reflète également que l'élevage des vaches est souvent une activité familiale, les femmes jouant un rôle essentiel dans le soin des animaux, leur traite et le maintien de l'hygiène, bien que ce rôle reste souvent méconnu. Aussi, 37 % des éducateurs ont plus de 60 ans, ce qui pose le problème du renouvellement générationnel et souligne l'importance d'impliquer les femmes et les jeunes dans ce secteur pour en assurer la pérennité. Sur la base de ces constats, l'intégration des femmes rurales ne doit pas se limiter à la seule région d'Akbou, mais doit inclure tous les États de l'Algérie, en élargissant le champ d'application des programmes de formation, d'accompagnement et de financement destinés aux femmes en milieu rural, tout en adaptant ces programmes selon les spécificités de chaque région et les besoins de ses femmes.

Au niveau de la commercialisation, les éleveurs et les éleveuses souffrent d'une structure de chaîne de distribution faible et d'un manque d'infrastructures adéquates pour collecter le lait et assurer la chaîne du froid, ce qui affecte négativement leur capacité à vendre leur production, et augmente la difficulté de commercialisation du lait des femmes rurales qui souffrent d'obstacles supplémentaires à la circulation et à l'accès aux marchés.

Pour atténuer ces défis, le projet « hlib Dzair » fournit un soutien complet aux éleveurs et aux reproductrices au niveau de la ferme à travers trois axes principaux :

_Configuration (formation) :

Les éleveurs et les éleveuses impliqués dans le projet bénéficient d'une formation mensuelle visant à améliorer la productivité du bétail et la qualité du lait, et ces formations couvrent des sujets de base tels que l'hygiène, les soins aux vaches, la nutrition, l'indépendance alimentaire et la reproduction. Les techniciens sont également formés pour soutenir efficacement les éleveurs et les nourrices. Ces formations revêtent une importance particulière pour les femmes rurales, malgré les difficultés liées à la présence d'un superviseur masculin qui exige la présence d'un tuteur masculin.

_Accompagner et guider (mentorat) :

Des techniciens spécialisés effectuent des visites mensuelles afin d'appliquer les meilleures pratiques apprises par les éleveurs et les nourrices dans les formations, en les adaptant au contexte de chaque ferme pour améliorer la productivité et la qualité du lait. Les expériences d'initiatives circulaires présentant des avantages environnementaux, telles que le compostage par biodigester et l'utilisation de sous-produits alimentaires, sont également soutenues. L'accompagnement est une opportunité pour encourager les femmes éducatrices à développer leurs compétences et à bénéficier de conseils techniques dans leur environnement naturel.

_Soutien financier (Finance) :

Le projet encourage les expériences visant à réduire les coûts d'alimentation en améliorant l'indépendance alimentaire et en utilisant des sous-produits locaux. Des progrès sont également réalisés en ce qui concerne les subventions gouvernementales qui bénéficient aux projets, et de nouvelles sources de revenus sont explorées pour les agriculteurs et les agricultrices, comme la vente d'engrais. Améliorer l'accès des femmes rurales à ces mécanismes financiers est un facteur crucial pour renforcer leur indépendance économique.

Au niveau de la distribution, le projet contribue au développement du secteur laitier algérien à travers :

Équiper 15 camions frigorifiques pour collecter le lait de centaines d'exploitations participantes, améliorer la qualité du lait, réduire les pertes et permettre aux femmes rurales de commercialiser plus facilement leur production sans avoir à parcourir de longues distances.

Établir 46 centres de collecte du lait (Milk Collection Centers) qui collectent le lait des fermes de la région, et former les employés masculins et féminins de ces centres.

Transformer le lait et aider les éleveurs et les éleveuses à accéder aux marchés à plus forte valeur ajoutée améliore leurs revenus et leurs conditions de vie. Une partie de ces revenus est également réinvestie dans le développement de leurs fermes.

Grâce à ces efforts, le projet a permis à plus de 2 700 agriculteurs algériens d'adopter de meilleures pratiques agricoles, d'augmenter la production, d'améliorer la flexibilité financière des fermes, d'améliorer la gestion des troupeaux et de réduire l'empreinte carbone. Elle a également contribué en particulier à renforcer la participation des femmes rurales à l'activité économique et à améliorer leur indépendance financière et sociale.

Aujourd'hui, le projet « hlib dzair » est entièrement piloté par l'entité algérienne Danone, qui place les jeunes éleveurs et reproducteurs au cœur de sa stratégie, et en fait un modèle réussi de développement local durable et de partenariat entre le secteur privé et la communauté locale, avec un intérêt particulier pour l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle central dans la sécurité alimentaire et le développement local.

Figure 3: Résultats du projet Hlib Dzair (Environnement, Social et Économie)



Source : Document interne .

2.3 Contribution au développement local dans la région d'Akbou

Les mesures mises en œuvre par Danone dans la région d'Akbou contribuent significativement au soutien du développement local, avec une place importante donnée aux femmes rurales impliquées dans l'élevage bovin. A travers ses programmes de responsabilité sociétale, notamment le projet (Hlib Dzair) et le programme (One to One), Danone accompagne les femmes rurales dans le développement de leurs compétences techniques et l'organisation de leurs activités agricoles, en faire des acteurs essentiels du processus de développement local.

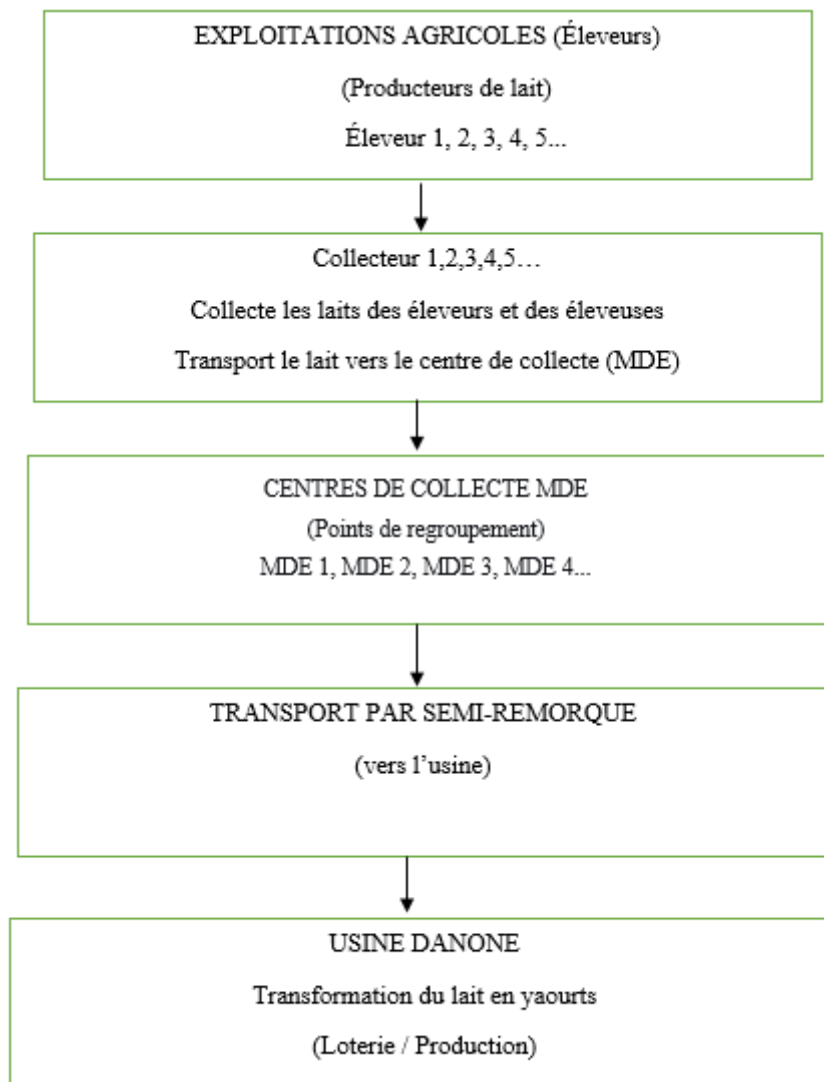
Ce soutien permet aux femmes rurales de renforcer leur rôle économique au sein de leurs familles et communautés, notamment par la vente régulière de leur production laitière qui constitue une source de revenus stable et stable. Au lieu de se limiter aux tâches ménagères, elles sont devenues des femmes productives qui contribuent à améliorer les revenus de leur famille et sont parfois même capables de contribuer aux décisions financières de la famille. Ainsi, les femmes rurales participent activement à l'économie locale et à la dynamique du développement de la chaîne laitière dans la région, renforçant leur position au sein du tissu économique et social.

En outre, ces initiatives contribuent progressivement à l'autonomisation des femmes rurales en offrant des possibilités de formation, d'apprentissage et d'intégration dans un système de production organisé. La formation mensuelle et le soutien technique de Danone donnent aux femmes confiance en leurs capacités et éliminent bon nombre des préoccupations techniques qui freinaient le développement de leurs projets.

Cette autonomisation ne se limite pas à l'aspect économique, mais s'étend également au renforcement de la capacité des femmes à prendre des décisions liées à leurs activités, qu'il s'agisse d'acheter des vaches, d'améliorer les étables ou de commercialiser du lait. Aujourd'hui, les femmes, qui attendaient auparavant l'approbation de leur mari ou de leur père à chaque étape, sont mieux à même de prendre des initiatives et de proposer des solutions appropriées pour développer leurs entreprises.

Ainsi, les programmes de Danone jouent un rôle important dans le développement local de la région d'Akbou, en plaçant les femmes rurales au cœur des dynamiques économiques et sociales de la région. Soutenir ces femmes ne leur profite pas seulement, mais se répercute aussi positivement sur leurs familles et communautés dans leur ensemble, et crée un modèle de développement basé sur la responsabilité partagée entre le secteur privé et la communauté locale, accordant une attention particulière aux dimensions sociales et environnementales.

Figure 4: Organisation du processus de collecte du lait dans le cadre du projet hlib Dzair



Source : Document interne

Explication de la Figure 4

Cette figure illustre l'organisation du processus de collecte du lait dans le cadre du projet Hlib Dzair. Elle décrit les différentes étapes de la chaîne de collecte, depuis les exploitations agricoles jusqu'à l'usine de transformation Danone.

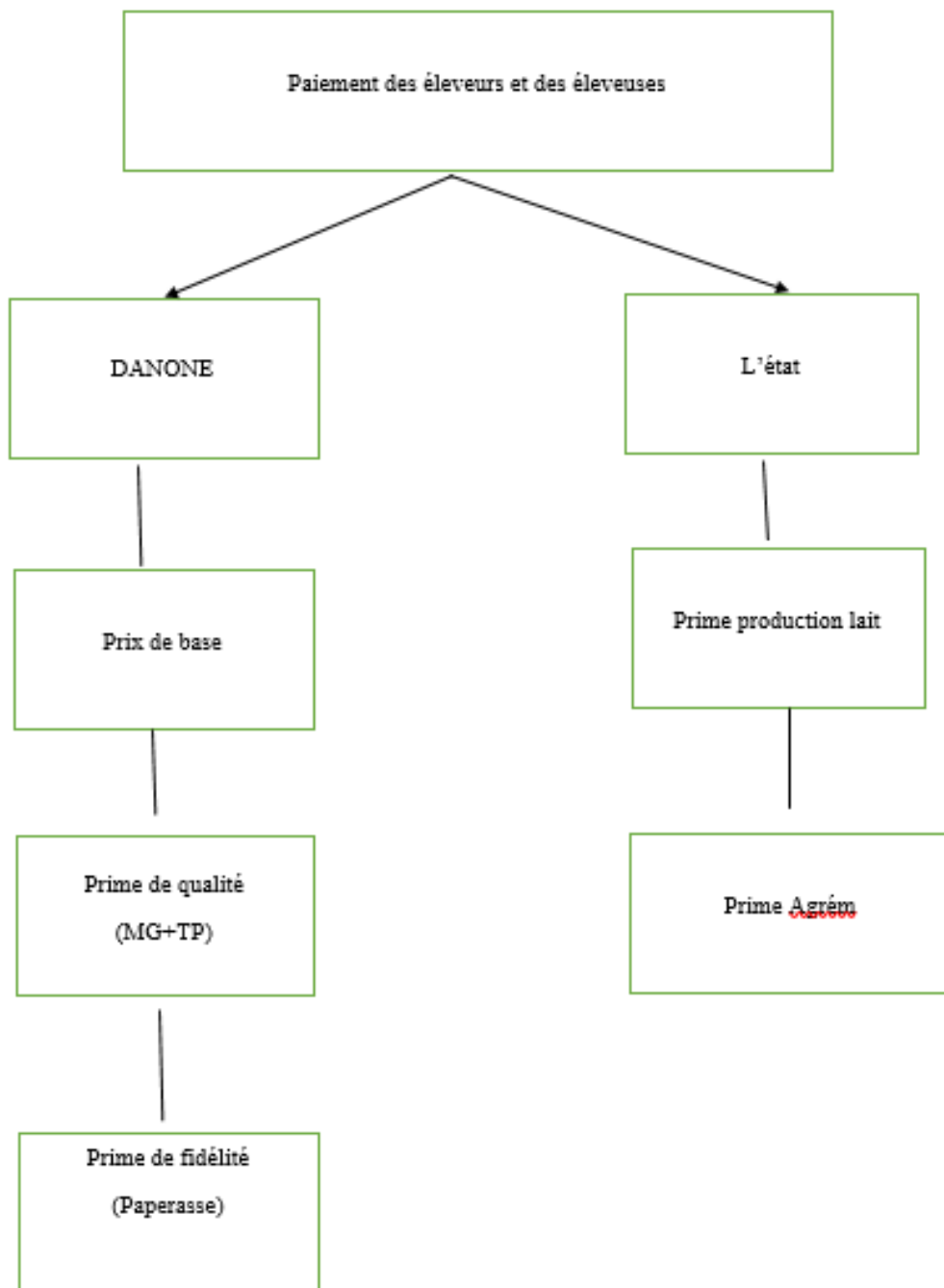
Dans un premier temps, les éleveurs et éleveuses produisent le lait au niveau des exploitations agricoles. Ensuite, les collecteurs assurent la collecte du lait auprès de plusieurs producteurs et se chargent de son acheminement vers les centres de collecte appelés MDE.

Ces centres jouent un rôle intermédiaire important, car ils permettent le regroupement et le stockage temporaire du lait provenant de différents collecteurs. Par la suite, le lait est transporté par semi-remorques vers l'usine de transformation.

Enfin, l'usine Danone assure la transformation du lait en produits laitiers, notamment les yaourts, à travers les étapes de production et de conditionnement.

Ainsi, cette organisation met en évidence une chaîne de valeur structurée et coordonnée, impliquant plusieurs acteurs afin d'assurer la qualité et la continuité de la production laitière.

Figure 5: Processus de paiement des éleveurs et des éleveuses dans le cadre du projet hlib Dzair



Source : Document interne

Explication de la Figure 5

Cette figure présente le processus de paiement des éleveurs et des éleveuses dans le cadre du projet Hlib Dzair. Elle met en évidence les différentes sources de rémunération ainsi que les mécanismes de soutien financier mis en place.

D'une part, les éleveurs sont payés par l'entreprise Danone, qui leur verse un prix de base pour le lait livré. À ce montant s'ajoutent différentes primes, notamment une prime de qualité liée

aux critères de composition du lait (MG + TP), ainsi qu'une prime de fidélité accordée selon la régularité des livraisons.

D'autre part, l'État intervient également dans le processus en soutenant les producteurs à travers une prime de production laitière ainsi qu'une prime d'agrément, visant à encourager la structuration et la formalisation de la filière.

Ainsi, ce système de paiement combiné permet de valoriser la production laitière, d'encourager la qualité du lait et de soutenir les éleveurs dans une logique de développement durable et de stabilisation de la filière.

Section 3 : Analyse et discussion des résultats

Dans cette section, nous présentons et analysons les résultats issus des entretiens réalisés auprès des femmes rurales. L'objectif est de comprendre les principales difficultés rencontrées sur le terrain et d'identifier les facteurs qui influencent leur situation socio-économique

3.1 Analyse des données issues des entretiens

3.1.1 Les obstacles rencontrés par les femmes rurales

Les entretiens ont révélé que les femmes rurales font face à plusieurs obstacles qui limitent leur autonomie et leur participation au développement local. Ces obstacles sont de nature économique, sociale et institutionnelle, et ils varient selon le contexte géographique et les ressources disponibles.

Parmi les difficultés les plus fréquemment citées, on retrouve le manque d'accès aux opportunités économiques, la faiblesse de la formation professionnelle, ainsi que les contraintes liées aux normes sociales et culturelles. Ces facteurs combinés réduisent considérablement les capacités d'action des femmes dans les zones rurales.

Tableau 8: Récapitulatif des verbatim

Thème	Questions	Verbatims
Thème 1	Q1: Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites face dans le domaine de l'élevage des vaches ?	R1: _Difficultés techniques (maladies, pénurie de vétérinaires, mauvaise vaccination) _Difficultés environnementales (sécheresse,

		manque de pâturages, températures élevées) _Difficultés financières (coût élevé de l'alimentation animale, prix élevés des médicaments vétérinaires) R2: _Hausse des prix des aliments pour bétail et des médicaments vétérinaires _Coût élevé des équipements et moyens de production (trayeuses, bacs de refroidissement) R3 : _Je trouve difficile de fournir des aliments en quantité suffisante et de qualité appropriée, selon la saison et la disponibilité. mais je peux obtenir des ressources, mais à des prix élevés _Le vétérinaire est loin de ma région R4 : Oui, je fais face à l'opposition de la famille parce qu'ils considèrent que le travail des femmes dans l'élevage des vaches est inapproprié pour eux, et la société méprise le travail des femmes dans ce domaine
	Q2 : À quels obstacles économiques faites-vous face ? Q3 : Avez-vous des difficultés à accéder aux ressources (nourriture pour le bétail, équipement, soins vétérinaires) ? Q4 :	

	En tant que femme rurale, faites-vous face à des obstacles spécifiques liés à votre situation (féministe/sociale) ? Qu'est-ce que c'est ?	comme s'il était destiné uniquement aux hommes. Je trouve aussi difficile d'aller à la formation parce que ma famille ne me permet pas de voyager seule, et j'ai du mal à obtenir des prêts ou un soutien financier parce que les banques préfèrent traiter avec les hommes. Quand je vais au marché ou aux autorités, elles ne prennent pas mes paroles aussi au sérieux que les hommes. Je suis également responsable des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, en plus de travailler à l'élevage des vaches, ce qui pèse lourdement sur moi, et je ne peux pas prendre de décisions importantes par moi-même, comme acheter ou vendre des vaches sans l'approbation de mon mari ou de mon père.
Thème 2	Q1: Avez-vous bénéficié de configurations dans le cadre de votre activité ?	R1 : Oui, j'ai bénéficié de plusieurs configurations au sein de mon entreprise d'élevage de vaches, en particulier dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène et de l'amélioration de la production laitière. J'ai également participé au programme « One to One » de Danone, qui m'a fourni des informations techniques importantes et des conseils qui

	ont amélioré mon travail quotidien et les soins aux animaux d'élevage. R2 : Oui, ces formations ont répondu à nos besoins en matière d'élevage de vaches et de production de lait, nous permettant d'apprendre de nouvelles choses et de développer nos compétences, notamment en nutrition, hygiène et amélioration de la qualité du lait. Ils ont également contribué à améliorer notre travail quotidien et à mieux faire face à certaines difficultés. R3 : Oui, j'ai besoin de plus de formation dans la fabrication du fromage et la transformation du lait, car ce domaine peut m'aider à développer mon activité et augmenter mes revenus. Je souhaite également bénéficier d'un support technique continu afin de pouvoir apprendre de nouvelles façons d'améliorer la qualité des produits et de développer mon activité à l'avenir. Q3 : Quels types de configurations	ont amélioré mon travail quotidien et les soins aux animaux d'élevage. R2 : Oui, ces formations ont répondu à nos besoins en matière d'élevage de vaches et de production de lait, nous permettant d'apprendre de nouvelles choses et de développer nos compétences, notamment en nutrition, hygiène et amélioration de la qualité du lait. Ils ont également contribué à améliorer notre travail quotidien et à mieux faire face à certaines difficultés. R3 : Oui, j'ai besoin de plus de formation dans la fabrication du fromage et la transformation du lait, car ce domaine peut m'aider à développer mon activité et augmenter mes revenus. Je souhaite également bénéficier d'un support technique continu afin de pouvoir apprendre de nouvelles façons d'améliorer la qualité des produits et de développer mon activité à l'avenir.
--	---	---

	d'accompagnement souhaitez-vous recevoir ?	
Thème 3	Q1: À votre avis, ces mesures vous aident-elles à développer votre activité et à surmonter les difficultés auxquelles vous faites face ? Comment ? Q2: Est-ce un avantage positif pour vous que Danone achète votre lait régulièrement ? Quels	R1: Oui , Ces mesures ont grandement contribué au développement de mon entreprise et m'ont aidé à surmonter les difficultés que j'ai rencontrées dans l'élevage des vaches. Je suis maintenant capable de gérer les maladies des vaches et de prendre les mesures appropriées au bon moment, et j'ai aussi appris à distinguer le bon lait du mauvais. J'ai même pu observer l'état de la vache et voir si elle était malade ou en bonne santé, ce qui m'a beaucoup aidé à améliorer mon travail quotidien et la qualité de la production. R2 : Oui, je considère que cette coopération avec Danone est très bénéfique pour moi, car l'achat régulier de lait m'a apporté une stabilité de revenus et m'a permis de vendre mon produit sans difficultés. Cela m'a également aidé à améliorer ma situation économique et sociale, et j'ai été plus motivé pour continuer à élever des vaches avec plus de confiance et de continuité.

	avantages tirez-vous de cette coopération ?	
Thème 4	Q 1 : Avez-vous constaté une amélioration de vos revenus et de votre situation financière depuis que vous avez bénéficié des services et procédures de Danone ? Q 2 : Cette activité a-t-elle eu un impact positif sur vos relations familiales ou sociales ? (Apprécier les autres, soutenir la famille, participer à la prise de décision...)	R1 : Oui Grâce à Danone, j'ai constaté une amélioration de mes revenus et de ma situation financière depuis que j'ai bénéficié des services de Danone, notamment les achats réguliers de lait et les configurations qui ont développé mon activité, ce qui a contribué à accroître ma stabilité financière et m'a permis de mieux répondre à mes besoins et à ceux de ma famille. R2: Dans une certaine mesure, ma famille me soutient mais il n'y a pas beaucoup de changements dans la façon dont ils me traitent. J'ai remarqué une certaine appréciation de la part de la famille, mais j'ai encore du mal à participer aux décisions importantes. Les relations sociales se sont également légèrement améliorées, mais la société considère toujours le travail des femmes comme une tradition. Donc l'effet est simple, parce que le vrai changement prend

	plus de temps à devenir clair pour tout le monde. R3: Dans une certaine mesure, je me sens mieux par rapport à mon autonomie, mais j'ai encore besoin de l'aide de la famille pour certaines choses. Je suis en quelque sorte devenu plus indépendant qu'avant, mais j'ai encore du mal à prendre de grandes décisions par moi-même. Je suis aussi devenue autonome dans beaucoup de choses, mais j'ai encore besoin de l'approbation de mon mari pour certaines décisions importantes. J'ai un sentiment de plus grande confiance, mais le chemin vers l'indépendance complète est encore long en raison des pressions sociales et des traditions.
	Q 3: Avez-vous l'impression aujourd'hui que vous êtes plus capable de compter sur vous-même et d'assumer des responsabilités par rapport à la période précédant la pratique de cette activité ?

Source : Document interne

3.2 Interprétation des résultats selon les thèmes

L'interprétation des résultats est basée sur les quatre thèmes principaux tirés du guide d'entretien : (1) la situation des femmes rurales et les obstacles auxquels elles sont confrontées, (2) la formation et l'accompagnement, (3) le rôle de Danone et les mesures de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE), et (4) l'impact économique et social

3.2.1 Thème 1 : Interprétation des résultats relatifs aux obstacles rencontrés par les femmes rurales

Les résultats des entretiens ont montré que les femmes rurales de la région d'Akbou font face à plusieurs types d'obstacles dans l'activité de l'élevage bovin :

Sur le plan économique : les participants ont souligné les prix élevés des aliments pour bétail et des services vétérinaires, ainsi que les difficultés à obtenir un financement. Cette situation s'explique par la fragilité des revenus agricoles et les conditions des institutions bancaires, qui ne permettent pas aux femmes d'obtenir facilement des prêts.

Au niveau de l'accès aux ressources : les répondants ont signalé un manque d'équipement approprié (clôtures, granges, machines à traire, réservoirs d'eau), ainsi qu'un accès limité aux services vétérinaires à proximité. Ces difficultés structurelles entravent le développement de leurs activités.

Sur le plan social et culturel : les femmes des zones rurales souffrent encore de pressions familiales et sociales qui limitent leur mobilité et leur capacité à prendre leurs propres décisions. Les témoignages recueillis indiquent que les charges domestiques et familiales les obligent à doubler leurs heures de travail quotidiennes, ce qui a un impact négatif sur leur efficacité professionnelle.

Interprétation : Ces résultats confirment que les obstacles rencontrés par les femmes rurales dans l'élevage des vaches sont multidimensionnels (économiques, matériels, sociaux et culturels). Par conséquent, elle ne peut pas être résolue uniquement par des mesures de formation ou un simple soutien financier, mais nécessite plutôt une approche intégrée qui prend en compte leur environnement social et familial

3.2.2 Thème 2 : Interprétation des résultats relatifs à la formation et à l'accompagnement

Les entretiens révèlent que la formation offerte par Danone, en particulier le programme (One to One), a été bien accueillie par les femmes rurales, car ces formations ont lieu au sein même de l'exploitation agricole, ce qui facilite la présence des femmes.

Aspects positifs : Les participants ont déclaré avoir pu améliorer leurs compétences techniques en matière de nutrition des vaches, de traite saine et de détection précoce des maladies. Ils ont également confirmé que ces formations les aidaient à mieux organiser leur travail quotidien, en plus d'être organisées directement sur la ferme, ce qui réduit la difficulté de se déplacer. Plusieurs femmes ont également indiqué que ces formations étaient adéquates et répondaient à leurs besoins réels dans le domaine de l'élevage des vaches. Les limites exprimées : Cependant, certains participants ont soulevé une autre difficulté liée à l'aspect culturel et social, car la formation est dispensée par des superviseurs masculins, ce qui dans certains cas nécessite la

présence du mari ou du père pendant la session. En cas d'absence du mari ou du père, la formation est annulée ou reportée à une durée indéterminée, ce qui prive la femme de la possibilité de bénéficier de la formation malgré son besoin. Cela constitue un obstacle supplémentaire à l'indépendance des femmes et à leur liberté d'apprendre et de bénéficier de la formation.

Interprétation

Les formations représentent une avancée importante pour les femmes rurales, en particulier lorsqu'elles sont offertes directement au sein des fermes paysannes, et sont généralement considérées comme appropriées en termes de contenu technique offert. Cependant, la présence d'un superviseur masculin peut constituer un obstacle à l'indépendance des femmes rurales, en particulier lorsque cela nécessite la présence d'un tuteur masculin, ce qui limite leur accès indépendant à la formation. Ainsi, malgré la disponibilité et l'adéquation de la formation, certaines contraintes sociales et culturelles continuent de limiter l'indépendance des femmes et peuvent réduire l'impact attendu de ces programmes sur leur autonomisation.

3.2.3 Thème 3 : Interprétation des résultats relatifs au rôle de Danone et aux actions de la RSE

Les entretiens ont révélé que les procédures de Danone étaient connues et appréciées par les femmes rurales.

Points saillants identifiés : Les participants ont principalement mentionné l'achat régulier de lait, suivi d'une formation technique (programme One to One) et, dans une moindre mesure, d'un accompagnement vétérinaire et d'une assistance à la fourniture d'aliments pour le bétail.

Perception de l'utilité des procédures : La majorité des répondants estiment que ces procédures facilitent leur activité quotidienne. L'achat de lait par Danone est considéré comme la mesure la plus importante car elle leur garantit un débouché stable et des revenus réguliers.

Limites observées : Certaines femmes estiment que les possibilités de bénéficier des programmes de formation sont encore géographiquement limitées et que les prix d'achat du lait pourraient être meilleurs.

Interprétation : Les mesures de Danone, bien que appropriées, ne couvrent pas encore tous les besoins des femmes rurales. L'achat de lait est le principal levier de leur autonomisation économique. Cependant, pour avoir un impact plus large, Danone pourrait renforcer ses mesures concernant l'accès aux équipements et au soutien logistique.

3.2.4 Thème 4 : Interprétation des résultats relatifs à l'impact économique et social

Impact économique : les femmes interrogées ont estimé que les achats réguliers de leur production laitière par Danone leur assuraient un revenu régulier, réduisaient l'incertitude liée à la vente sur les marchés locaux et amélioraient leur situation financière. Certains d'entre eux ont pu épargner, acheter des vaches supplémentaires ou contribuer aux dépenses familiales.

Impact social : La majorité des femmes interrogées constatent une amélioration de leur statut au sein de la famille et de la société. Leur opinion est devenue plus entendue dans les décisions familiales, et leur travail est devenu plus apprécié. Cependant, le changement social reste inégal entre les familles et les villages, certaines femmes rencontrant encore des résistances familiales ou communautaires.

Indépendance (autonomisation) : Les participants ont exprimé un sentiment croissant d'indépendance, bien que partiel. Ils se sentent plus capables de prendre des décisions par eux-mêmes, mais leur indépendance complète reste limitée par la tradition et les pressions familiales.

Interprétation : Les actions de Danone ont créé une dynamique positive en faveur de l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales. L'amélioration des revenus et la régularité des points de vente renforcent leur capacité à négocier et leur confiance en eux. Cependant, les résultats montrent que l'autonomisation est un processus progressif qui dépend également de facteurs culturels et familiaux que l'entreprise ne peut pas contrôler pleinement.

L'interprétation des résultats a montré que les femmes rurales font face à de multiples obstacles (économiques, techniques, sociaux, culturels) qui limitent le développement de l'activité d'élevage de vaches. Cependant, les actions de Danone, à travers l'achat de lait et la formation, contribuent à améliorer leurs compétences, leurs revenus et leur indépendance économique. Mais l'impact social et la pleine autonomisation restent progressifs et influencés par des facteurs culturels et familiaux, ce qui prouve que la responsabilité sociétale des entreprises est nécessaire mais pas suffisante à elle seule pour transformer complètement la situation des femmes rurales

3.3 Discussion et mise en relation avec la littérature

3.3.1 Les obstacles rencontrés par les femmes rurales à la lumière de la littérature

Les résultats de cette étude révèlent que les femmes rurales souffrent de difficultés multidimensionnelles (économiques, techniques, environnementales et sociales) qui freinent le développement de leurs activités d'élevage bovin. Ces résultats sont en grande partie cohérents avec de nombreuses études universitaires, qui indiquent que les femmes dans les zones rurales font face à des contraintes structurelles liées à un accès limité aux ressources, aux capacités financières et aux infrastructures, ainsi qu'à des obstacles sociaux et culturels qui limitent leur participation économique.

Ainsi, la littérature sur le développement rural souligne que les activités des femmes restent souvent faibles et fragiles en raison de leur environnement socio-économique difficile, ce qui soutient et renforce la crédibilité des résultats de cette recherche.

3.3.2 La formation et la responsabilité sociétale des entreprises

Les résultats de cette étude montrent que la formation proposée par Danone, notamment à travers le programme « Un pour Un » (One to One), contribue efficacement au renforcement des compétences techniques des femmes rurales et à l'amélioration de leurs pratiques professionnelles au quotidien.

Ces résultats sont cohérents avec les approches théoriques en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), qui considèrent la formation et l'accompagnement comme un levier essentiel pour le développement du capital humain. La littérature spécialisée dans ce domaine confirme que l'implication des institutions et des entreprises dans la formation des acteurs locaux améliore leurs compétences et développe leurs capacités, renforce leur indépendance économique et favorise leur intégration dans le tissu productif local.

3.3.3 Le rôle de Danone et la RSE

L'analyse des résultats révèle le rôle central que joue Danone dans l'accompagnement des femmes rurales, comme en témoignent les achats réguliers de lait, la formation et le soutien technique continu.

Ces résultats sont largement cohérents avec les théories de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qui considèrent l'organisation comme un acteur clé engagé à contribuer au développement local et à créer une valeur partagée entre l'entreprise et la communauté locale. Ce faisant, Danone contribue efficacement à l'organisation et au développement de la chaîne de production et de distribution du lait au niveau local, et soutient les producteurs et les femmes rurales, conformément aux approches théoriques du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises

3.3.4 Impact et autonomisation des femmes rurales

Les résultats montrent une amélioration économique fondamentale chez les femmes rurales, qui se traduit par des revenus significativement stables et une réduction de l'incertitude et des préoccupations liées à l'instabilité financière. Cette amélioration économique a été évidente et relativement rapide, car les femmes ont pu améliorer leurs conditions de vie et contribuer aux dépenses familiales.

Aux niveaux social et familial, l'autonomisation reste limitée et progressive, n'ayant pas encore atteint le stade de la pleine indépendance. Beaucoup de femmes ont encore besoin de l'approbation de leur mari ou de leur père pour certaines décisions importantes, et la vision sociétale du rôle des femmes n'a pas encore radicalement changé.

Ces résultats sont cohérents avec la littérature sur l'autonomisation des femmes, car les études précédentes indiquent que l'amélioration économique précède souvent l'autonomisation sociale, parce que le changement des normes, traditions et valeurs sociétales prend plus de temps. L'autonomisation n'est pas seulement une amélioration matérielle, mais plutôt un processus global qui nécessite des changements dans les mentalités et les comportements au niveau de la famille et de la société dans son ensemble, ce que confirment les résultats de nos recherches sur le terrain.

3.4 Proposition de solution :

À la lumière des résultats et de leur interprétation, plusieurs recommandations peuvent être formulées pour améliorer les conditions de travail des femmes rurales et renforcer l'impact des mesures de responsabilité sociale des entreprises, en particulier celles mises en œuvre par Danone.

Premièrement : améliorer l'accès au financement via des configurations personnalisées

Nous recommandons d'organiser une formation pratique et simplifiée pour les femmes rurales sur les mécanismes d'accès au financement. Ces formations devraient se concentrer sur l'introduction des femmes au microcrédit, aux procédures bancaires simplifiées et aux organismes de soutien locaux tels que les agences bancaires, les associations de microfinance et les fonds de solidarité. Des modèles et des exemples pratiques devraient également être fournis aux femmes rurales pour qu'elles puissent obtenir un financement pour leurs projets. Ces formations contribueront à transformer les connaissances des femmes en une véritable capacité à financer elles-mêmes leurs projets, renforçant leur indépendance économique et les libérant des obstacles financiers qui entravent souvent les projets des femmes rurales.

Deuxièmement : Développer des programmes de formation

Il serait utile de diversifier et d'élargir les programmes de formation offerts, en incluant des unités d'application supplémentaires telles que la transformation du lait (fromage, yaourt traditionnel) et l'exploitation de petites unités de production. Il est également important de faciliter l'inscription à la formation en réduisant les obstacles sociaux et organisationnels qui peuvent limiter la participation des femmes, tels que le besoin d'un tuteur masculin ou les difficultés de transport.

Troisièmement : Renforcer le rôle de Danone en matière de responsabilité sociétale

Danone peut renforcer ses actions de responsabilité sociétale en améliorant les conditions de collecte et de valorisation du lait (révision des prix, rapprochement des points de collecte), et en développant ses infrastructures techniques et logistiques pour les éleveurs et les femmes rurales (visites vétérinaires régulières, fourniture d'équipements de réfrigération). L'élargissement des

programmes de soutien pour inclure un plus grand nombre de bénéficiaires contribuerait à obtenir un impact maximal de ses initiatives.

Quatrièmement : Soutenir le travail coopératif des femmes

La mise en place de structures coopératives féminines dans les zones rurales peut être une solution efficace pour renforcer la coopération entre les femmes, améliorer leur pouvoir de négociation collective (commercialisation du lait, achat d'aliments pour animaux, négociation des prix), et permettre leur indépendance économique et sociale durable, tout en apportant le soutien technique et juridique nécessaire à ces coopératives.

Conclusion de chapitre

Ce chapitre présente Danone et analyse ses pratiques de responsabilité sociétale ainsi que son impact sur Akbou. En examinant ses dispositifs sociaux et environnementaux, les programmes « hlib Dziar » et « One-on-One », ainsi que sa contribution au développement local, il apparaît clairement que Danone joue un rôle important dans la structuration de la chaîne laitière et le soutien aux éleveurs et des éleveuses, notamment aux femmes rurales. Les résultats des entretiens montrent que ces initiatives améliorent les compétences techniques, stabilisent les revenus et renforcent progressivement l'autonomisation des femmes. Cependant, il nous a été donné de constater que les obstacles sociaux, culturels et structurels limitent leur plein impact. Ainsi, la responsabilité sociétale de Danone constitue un levier important pour le développement local et l'inclusion des femmes, mais ses impacts restent dépendants de facteurs contextuels qui nécessitent des efforts continus pour promouvoir une autonomisation durable.



Conclusion Générale



Conclusion Générale

Nous concluons ce travail en rappelant les principaux objectifs de cette recherche, la méthodologie adoptée, les résultats obtenus ainsi que les recommandations proposées. Nous présenterons également les limites de cette étude ainsi que les perspectives de recherches futures.

L'objectif principal de cette recherche était d'étudier l'entrepreneuriat féminin en milieu rural et de mettre en évidence les principaux obstacles rencontrés par les femmes entrepreneures, ainsi que le rôle que peut jouer l'environnement économique, social et institutionnel dans le développement de leurs activités. Cette étude nous a également permis d'analyser l'importance de l'autonomisation économique des femmes rurales dans le développement local et national.

Afin de répondre à notre problématique de recherche, nous avons adopté une approche qualitative .

Les résultats obtenus nous ont permis de conclure que :

- L'entrepreneuriat féminin constitue un levier important du développement économique et social, particulièrement dans les zones rurales ;
- Les femmes entrepreneures rurales font face à plusieurs difficultés, notamment le manque de financement, l'accès limité à la formation, les contraintes socioculturelles ainsi que la faiblesse des dispositifs d'accompagnement ;
- Une grande partie des activités entrepreneuriales féminines demeure concentrée dans le secteur informel, ce qui limite leur croissance et leur contribution mesurable à l'économie nationale ;
- La responsabilité sociale des entreprises et les politiques publiques peuvent jouer un rôle important dans le soutien des femmes entrepreneures à travers des programmes de formation, d'accompagnement et d'insertion économique ;
- L'amélioration de l'environnement entrepreneurial pourrait favoriser l'intégration économique des femmes rurales et renforcer leur participation au développement durable.

À travers cette étude, il apparaît que l'entrepreneuriat féminin rural représente non seulement une source de revenus pour les femmes, mais également un moyen de lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale. Malgré les difficultés rencontrées, les femmes entrepreneures contribuent activement au dynamisme économique local et à la création de valeur au sein de leurs communautés.

Conclusion Générale

Afin d'améliorer la situation de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, nous proposons les actions suivantes :

- Renforcer les programmes de formation et d'accompagnement destinés aux femmes entrepreneures ;
- Faciliter l'accès au financement et aux microcrédits ;
- Encourager les initiatives de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin ;
- Développer les infrastructures et les dispositifs d'appui dans les zones rurales ;
- Renforcer le rôle des institutions publiques et privées dans la promotion de l'autonomisation économique des femmes ;
- Encourager les entreprises à intégrer des pratiques de responsabilité sociale soutenant les projets féminins ruraux.

Malgré les résultats obtenus, cette recherche présente certaines limites :

- Le manque de données statistiques précises concernant l'entrepreneuriat féminin rural ;
- La difficulté d'accès à certaines informations et études récentes ;
- La limitation de l'étude à un cadre théorique et documentaire ;
- La nature qualitative de la recherche qui limite la généralisation des résultats.

Enfin, plusieurs perspectives de recherche pourraient enrichir cette thématique. De futures études pourraient réaliser des enquêtes de terrain auprès des femmes entrepreneures rurales afin d'obtenir des données empiriques plus approfondies. Il serait également intéressant d'étudier l'impact des politiques publiques, des programmes de microfinance et des initiatives de responsabilité sociale des entreprises sur le développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. De plus, une étude comparative entre différentes régions pourrait permettre de mieux comprendre les spécificités et les besoins des femmes entrepreneures selon les contextes économiques et sociaux.



Bibliographie



Bibliographie

- Abarar, I. (2014, 09 10). Récupéré sur De l'observation participante comme méthode de recherche, Portail des revues scientifiques marocaines (IMIST).: <https://revues.imist.ma>
- Bardin, L. (2013). Récupéré sur L'analyse de contenu (2e éd.). Presses Universitaires de France.: <https://doi.org/10.3917/puf.bard.2013.01>
- Belaid, F., & Omri, A. (2014). Corporate social responsibility and sustainable development in Algeria. *Algerian Business Performance Review*, 4(2), 45-58.
- Ben Makhlouf, Y., & Aknine Souidi, R. (2019). « Les motivations et freins à l'entrepreneuriat féminin en Algérie: Motivations and obstacles to women's entrepreneurship in Algeria ».
- Bendidi, S., El Kadiri, K., & Iazza, M. (2024). L'entrepreneuriat féminin : motivations et entraves – Une revue de littérature / Women's entrepreneurship: motivations and obstacles – A literature review.
- Bettahar, D., & Djennane, H. (2024). « La perception des pratiques RSE par les parties prenantes : cas de SONATRACH ». Algérie: Université d'Oran 2.
- Boukaïra, S., & Daamouch, M. (2021). Quel choix épistémologique pour une recherche en sciences économiques et de gestion ? *Revue Marocaine de Contrôle de Gestion*, n°9, p. 3. ISSN : 2028-4098.
- Boulahdour, N. (2021). « Les obstacles socioculturels et leurs impacts sur le développement durable chez la femme ». Laboratoire Religion et Société.
- Chang, D. (2026, 03 10). Récupéré sur Modèle de transcription d'entretien pour la recherche qualitative (verbatim + verbatim épuré). GoTranscript: <https://gotranscript.com/fr/blog/modele-transcription-entretien-recherche-qualitative-verbatim-verbatim-epure>
- Creswell, J. W. (2009). *Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches* (3rd ed.). SAGE Publications.
- Dehbi, S., & Angade, K. (2019). Du positionnement épistémologique à la méthodologie de recherche : quelle démarche pour la recherche en science de gestion ? *Revue Économie, Gestion et Société*, n°20.
- Desai, R., Channal, G., & Patil, B. (2024). *Rural women entrepreneurship and rural development*. University of Agricultural Sciences, Dharwad.
- Djemai, S., & Abedou, A. (2018). *La RSE : un outil de développement des territoires et de ses acteurs : cas de l'entreprise Cevital*. Université A. Mira, Bejaia / CREAD.
- El Khordchi, H., El Khorchi, B., & Boujdid, L. (2023). « La RSE et la compétitivité : Une revue de littérature / CSR and Competitiveness: A Literature Review ». *Revue Internationale des Sciences de Gestion*.
- FAO. (2017). *Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes*. Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition.
- Harris, P., & Freeman, I. (2008). The environmental consequences of greenwashing. *Management Decision*, 46(7), 1061-1076.

Bibliographie

- Houle, A. (2012). La responsabilité sociale des entreprises dans les pays en développement avec des problèmes de gouvernance. Université de Sherbrooke.
- IEQT. (s.d.). Quels sont les piliers de la RSE ?
- Jamali, D., & Mirshak, R. (2007). Corporate social responsibility (CSR): Theory and practice in a developing country context. *Journal of Business Ethics*, 72(3), 243-262.
- Kateb, N. (2018/2019). La responsabilité sociale des entreprises en Algérie : réalités et perspectives. Université de Béjaïa.
- Mabongo Katembo, C. (2025). « L'entrepreneuriat féminin en milieu rural: un levier sous-exploité pour le développement économique ».
- Mialed, K., & Rbiha, M. (2022). « Méta analyse de l'entrepreneuriat rural ».
- Mohr, L. A., Webb, D. J., & Harris, K. E. (2001). Do consumers expect companies to be socially responsible? *Journal of Consumer Affairs*, 35(1), 45-72.
- Moussaoui, M., Meziani, M., & Kherbachi, S. (2025). « Perception des pratiques de la RSE par les dirigeants d'une entreprise algérienne ». Université de Bejaia.
- Mvele, S. H., & Mbarga, A. J. (2025). « Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et développement local durable au Cameroun ». *Organisation et Territoires*.
- Nations Unies. (2011). Rapport sur les pays en développement. Organisation des Nations Unies.
- OECD. (2017). Enhancing the contributions of SMEs in a global and digitalised economy. OECD Publishing.
- Ouadah Rebrab, S. (2016). L'entrepreneuriat féminin en Algérie : étude statistique. Algérie.
- Paraisso-Jossou, G. (s.d.). S1.6 – Les limites du développement de la responsabilité sociale au Sénégal. MOOC Consommer responsable.
- Porter, M. E., & Kramer, M. R. (2006). Strategy and society. *Harvard Business Review*, 84(12), 78-92.
- Rodriguez, L. (2019). « 7 obstacles à l'éducation des filles et comment y remédier ».
- UN Women. (2020). Women's entrepreneurship and the informal sector. United Nations.
- Visser, W. (2008). Corporate social responsibility in developing countries. *Oxford Handbook of CSR*.
- Yedjour, D. (2017/2018). Codification et représentation de l'information. Université d'Oran.



ANNEXES



GUIDE D'ENTRETIEN

Introduction

Warda kroun.

Stagiaire au niveau de l'entreprise Danone

Étudiante en master 2 en entrepreneuriat et management de projet.

École nationale supérieure de management.

Dans le cadre de la préparation du mémoire de fin d'études, nous menons une recherche sur l'impact de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) sur l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, à travers une étude de cas de Danone dans la région d'Akbou (Bejaia).

À travers ce guide d'entretien, nous cherchons à comprendre les difficultés et obstacles rencontrés par les femmes rurales dans l'élevage de bovins, ainsi qu'à analyser l'impact des mesures et programmes mis en œuvre par Danone sur leurs activités économiques et leurs conditions socio-économiques.

L'entretien durera environ 30 minutes. Les informations recueillies resteront confidentielles et anonymes, et ne seront utilisées que dans le cadre scientifique de cette recherche. Les réponses seront également enregistrées pour une transcription et une analyse ultérieures.

Merci beaucoup pour votre participation et pour le temps alloué à cette étude.

Q0 : Présentez-vous

- Pouvez-vous vous présenter ?

Thème 1 : La situation des femmes rurales et les obstacles auxquels elles sont confrontées

Q1 : Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites face dans le domaine de l'élevage des vaches ?

Q2 : À quels obstacles économiques faites-vous face ?

Q3 : Avez-vous des difficultés à accéder aux ressources (nourriture pour le bétail, équipement, soins vétérinaires) ?

Q4: En tant que femme rurale, faites-vous face à des obstacles spécifiques liés à votre situation (féministe/sociale) ? Qu'est-ce que c'est ?

Thème 2 : formation et accompagnement

Q 1 : Avez-vous bénéficié de configurations dans le cadre de votre activité ?

Q 2 : Ces configurations répondent-elles à vos besoins ?

Q 3 : Quels types de configurations ou d'accompagnement souhaitez-vous recevoir ?

Thème 3 : Le rôle de Danone et les procédures de responsabilité sociale d'entreprise

Q1: À votre avis, ces mesures vous aident-elles à développer votre activité et à surmonter les difficultés auxquelles vous faites face ? Comment ?

Q2: Est-ce un avantage positif pour vous que Danone achète votre lait régulièrement ? Quels avantages tirez-vous de cette coopération ?

Thème 4 : Impact économique et social

Q 1 : Avez-vous constaté une amélioration de vos revenus et de votre situation financière depuis que vous avez bénéficié des services et procédures de Danone ?

Q 2 : Cette activité a-t-elle eu un impact positif sur vos relations familiales ou sociales ? (Apprécier les autres, soutenir la famille, participer à la prise de décision...)

Q 3 : Avez-vous l'impression aujourd'hui que vous êtes plus capable de compter sur vous-même et d'assumer des responsabilités par rapport à la période précédant la pratique de cette activité ?